



ELSEVIER
MASSON

Disponible en ligne sur www.sciencedirect.com



Sociologie du travail xxx (2009) xxx-xxx

SOCIOLOGIE
DU TRAVAIL

www.em-consulte.com

Review

Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français

Decomartmentalizing the sociology of activism. A critique of recent tendencies in French studies

Frédéric Sawicki^a, Johanna Siméant^{b,*}

^a Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (Ceraps, UMR CNRS 8026), faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, université de Lille-II, 1, place Déliot, BP 629, 59024 Lille cedex, France

^b Département de science politique, CRPS (UMR CNRS 8056), université Paris-I Panthéon-Sorbonne, 14, rue Cujas, 75321 Paris cedex 05, France

Résumé

Cet article présente un état des lieux critique d'un champ de recherche particulièrement actif depuis 20 ans en France, celui de la sociologie de l'engagement militant. Il revient sur le renouvellement de ce courant sociologique, qui s'est traduit par l'avènement du paradigme interactionniste, attentif à la dimension processuelle de l'engagement et des carrières militantes, et sur la façon dont la notion de rétributions du militantisme a été affinée et revisitée. Après avoir mis en perspective les débats théoriques relatifs à l'apparition, ou non, de « nouvelles formes » de militantisme, voire de « nouveaux militants », l'article souligne deux défis de la recherche aujourd'hui, tous deux relatifs à la question de la division sociale du travail : mieux prendre en compte, d'une part, le lien entre transformations macrosociales et engagement et, d'autre part, le façonnage organisationnel du militantisme.

© 2008 Elsevier Masson SAS. Tous droits réservés.

Abstract

This critique reviews an especially active field of research during the last 20 years in France: the sociology of activism. In this current of sociology, a new interactionist paradigm has emerged that takes into account activists' careers and the process of becoming an activist. This critique focuses on how the idea of the "rewards" of activism has been reworked. After reviewing theoretical debates about whether or not new forms of activism and new activists are arising, this article points out two issues for current research, both

* Auteur correspondant.

Adresses e-mail : frederic.sawicki@univ-lille2.fr (F. Sawicki), jsimeant@univ-paris1.fr (J. Siméant).

related to the social division of labor, namely: improving our understanding of, on the one hand, the linkage between macrosocial changes and activism and, on the other hand, of the way that organizations shape activism.

© 2008 Elsevier Masson SAS. All rights reserved.

Mots clés : Militantisme ; Engagement ; Division du travail ; Organisations ; Professionnalisation ; Partis politiques ; Mouvements sociaux ; Associations ; France

Keywords : Activism; Division of labor; Organizations; Professionalization; Political parties; Social movements; Associations; France

La sociologie de l'engagement militant, si l'on entend par là toute forme de participation *durable* à une action collective visant la défense ou la promotion d'une cause, a connu au cours des 20 dernières années, en France spécifiquement, mais aussi dans le monde anglo-saxon, un regain spectaculaire d'intérêt et un profond renouvellement de ses questionnements. Si ce domaine de recherche, en association avec celui des mobilisations collectives, ne s'est pas encore totalement constitué dans notre pays comme un sous-champ disciplinaire distinct¹, c'est sans doute moins faute de participants, qu'en raison de la provenance disciplinaire variée de ses protagonistes : science politique, sociologie, histoire et, dans une moindre mesure, économie et psychologie sociale. Du fait même du caractère foisonnant et pluridisciplinaire de ces travaux de recherche, nous entendons ici moins en proposer une présentation exhaustive, que dégager quelques axes de réflexion qui nous semblent parmi les plus stimulants et souligner ceux qui méritent d'être encore approfondis. Nous nous appuyons en partie pour ce faire sur nos propres travaux sur l'engagement syndical, partisan, humanitaire.

Il convient toutefois de noter en préambule que, du point de vue des terrains d'investigation, ce regain n'a pas touché tous les types de militantisme : le militantisme « moral » (Reynaud, 1980) baptisé parfois « altruiste » (Giugni et Passy, 2001), qui caractériserait les mouvements de défense des « sans », l'« altermondialisme », les associations de protection de l'environnement, ou encore les associations intervenant dans le secteur humanitaire au sens large, a davantage polarisé l'attention que le militantisme partisan, syndical ou professionnel. Les causes globales ont par ailleurs été privilégiées par rapport aux causes strictement locales, souvent traitées avec *a priori* comme l'indique l'usage assez peu distancié du terme « *Not in my backyard* » (NIMBY) pour les qualifier². Le militantisme lié au travail et à la défense du niveau de vie, sous ses formes coopérative, mutualiste, associative, syndicale ou partisane, semble aujourd'hui abandonné aux historiens (Dreyfus et al., 1996). De même, le militantisme dans des groupements réputés « de gauche » a été plus exploré que celui concernant des groupements orientés à droite ou affichant une orientation apolitique (syndicats patronaux ou indépendants, associations de défense du patrimoine, de l'école privée, clubs service³. . .). Le caractère sélectif du choix des terrains de recherche a ainsi contribué à sa manière à alimenter la croyance dans le déclin de certaines formes de militantisme réputées « traditionnelles ».

¹ Il manquerait par exemple pour cela une revue spécialisée.

² Les associations locales ont été paradoxalement délaissées après avoir fait l'objet de nombreuses investigations à la fin des années 1970 en particulier dans le cadre du programme « Observatoire du changement social » du CNRS. Pour une analyse critique des usages de l'étiquette « *NIMBY* » on se reportera notamment à Dany Trom (1999).

³ Seul le militantisme dans le monde agricole a fait l'objet d'enquêtes approfondies (Maresca, 1983 ; Lagrave, 1987 ; Purseigle, 2004). Sur les clubs service, voir la thèse de Sandrine Gousset (2004) sur le Rotary Club.

En pratique, le militantisme partisan de gauche reste en France le « *cadre notionnel* » (Fretel, 2004a, p. 77) sous-jacent à de nombreux travaux sur l'engagement. Cet effet a été renforcé en France par l'appui de nombreux sociologues du politique sur le travail pionnier⁴ de Bernard Pudal (Pudal, 1989 ; Pennetier et Pudal, 2002), et par un nombre important de travaux consacrés au militantisme communiste jusqu'à une période récente (Marijnjen, 2000 ; Mischi, 2002 ; Éthuïn, 2003a ; Matonti, 2005 ; Leclercq, 2005). L'arrière-plan de nombreuses réflexions sur l'*engagement* (dans ce que le terme désigne précisément de prise de rôle inscrite dans la durée) demeure le militantisme de type ouvrier et communiste. La prégnance implicite, voire refoulée de ce modèle — mal maîtrisé quand il est renvoyé à un « avant » idéalisé qu'on s'est en général fort peu donné les moyens d'étudier — a plusieurs conséquences.

Dans l'analyse de l'engagement en général, la référence au militantisme communiste a contribué à nourrir une opposition tacite (qui avait certes d'autres causes) entre le « vieux » militantisme ouvrier et les supposés « nouveaux engagés ». Cette opposition se combine à l'idée, soutenue notamment par les tenants des thèses du postmatérialisme et de la nouvelle culture politique, que se développeraient de nouveaux clivages générant de nouvelles revendications (Touraine, 1969 ; Offe, 1997 ; Inglehart, 1977, 1993 ; Clark et Hoffmann-Martinot, 2003). Cette opposition est connue, comme le sont aussi ses critiques (Fillieule, 1997, pp. 91–201 ; Collovald et al., 2002, pp. 181–187). Elle a été ossifiée par l'histoire spécifique de la sociologie des mouvements sociaux aux États-Unis, pour laquelle le terme même de *social movement* semble exclusif de la référence au mouvement ouvrier. Le ralliement d'une partie des sociologues européens des mouvements sociaux, au cours des années 1970–1980, aux supposés *New Social Movements* (NSM), a largement contribué à diffuser ce postulat. L'analyse de l'engagement dans le monde syndical semble ainsi avoir été singulièrement délaissée. Pendant longtemps ont ainsi coexisté sans grands échanges une sociologie du syndicalisme dont l'entrée par les organisations, les relations professionnelles et les mutations du salariat, la conduisait à s'intéresser moins aux trajectoires militantes qu'à la crise du syndicalisme dans son ensemble (Capdevielle et Mouriaux, 1972 ; Mouriaux, 1983, 1998 ; Tixier, 1992 ; Croisat et Labbé, 1992 ; Labbé, 1996 ; Labbé et Courtois, 2001 ; Andolfatto et Labbé, 2006a, 2006b) et une sociologie qui faisait sa place à l'engagement, mais soit dans le cadre du PCF, soit dans le monde associatif qui lui était lié, comme en atteste la floraison des monographies locales consacrées au milieu communiste dans les années 1980 (Fourcaut, 1986 ; Hastings, 1991 ; Retière, 1994b).

Le militantisme dans les partis autres que le parti communiste, parce qu'il semblait faiblement correspondre au modèle de la remise de soi à l'organisation, a été longtemps négligé. Il est vrai que l'image (parfois plus que la réalité) du militantisme communiste paraît fournir l'intégralité des conditions de félicité et de possibilité de l'engagement militant, à savoir, pour reprendre le concept élaboré par Charles Tilly, un fort *catnet*, c'est-à-dire une forte identité sociale doublée de denses réseaux de sociabilité informelle mais aussi organisée (Tilly, 1978). Il n'est pas surprenant que les rares travaux sur le militantisme partisan dans les années 1990 se soient saisis du cas du Front national (Lafont, 2001a, 2001b ; Bruneau, 2002 ; Boumaza, 2002 ; Bizeul, 2003), dont les propriétés justifiaient le mieux une analyse en termes de carrière, de retournement des stigmates, voire de « contre-société » (Venner, 2002).

⁴ Notamment en ce qu'il permet de penser de façon stimulante les gratifications et les logiques du lien entre l'individu et l'organisation.

Il reste que la majorité des travaux des 20 dernières années qui ont été amenés, directement ou plus latéralement, à traiter de l'engagement « dans »⁵ les mouvements sociaux se sont focalisés sur des causes récentes, portées par des organisations nouvelles le plus souvent. La faveur s'est ainsi portée sur une série de mouvements qui se sont développés depuis les années 1970, le plus fréquemment sous la forme associative (Barthélémy, 2000 ; Hamidi, 2002), qu'il s'agisse de mouvements de solidarité (Fillieule, 2001a ; Giugni et Passy, 2001 ; Lechien, 2003) ou à dimension altruiste (Ravon et Raymond, 1997 ; Passy, 1998 ; Duchesne, 2003), humanitaires (Dauvin et Siméant, 2002 ; Collovald et al., 2002 ; Parizot, 2003 ; Zunigo, 2003), environnementalistes (Ollitraut, 2001, 2008), antiracistes (Juhem, 1998), en faveur du droit des malades (Fillieule et Broqua, 2000 ; Broqua et Fillieule, 2001), des mobilisations de prostituées (Mathieu, 2001), de sans-papiers (Siméant, 1998 ; Blin, 2005), de sans-logis (Pechu, 2001 ; Péchu, 2004), de sans-emploi (Maurer, 2001 ; Maurer et Pierru, 2001), ou des trois à la fois (Mouchard, 2002 ; Garcia, 2005), subsumés sous le terme de « sans » ; ou qu'il s'agisse plus récemment des mobilisations « anti », comme les « antipubs » (Dubuisson-Quellier et Barrier, 2007), les anticonsuméristes (Micheletti, 2003 ; Chessel et Cochoy, 2004), et enfin « alter » avec les altermondialistes (Agrikoliansky et Sommier, 2005 ; Agrikoliansky et al., 2005). Dans cette tendance générale, le rôle structurant du financement de la recherche n'est pas à négliger, si l'on pense aux programmes de recherche institutionnels — Plan, urbanisme, construction et architecture (PUCA), Mission de la recherche (MiRe), Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS) — qui ont soutenu l'étude des associations locales, de solidarité ou de défense de l'environnement⁶.

Le choix de ces mouvements, souvent construits sur le mode de l'« avant » et de l'« après » (avant et après Mai 1968 dans le cas français), a paradoxalement drainé vers la sociologie de l'engagement militant ceux qui entendaient travailler sur le « neuf » et non sur les formes implicitement dévaluées de l'engagement (partisan et syndical). Il faudrait relire les travaux récents à la lumière des temporalités implicites qu'ils déploient. Cela n'a pas pu ne pas contribuer à ce que les généralisations qu'ils établissent soient marquées par les cas empiriques sur lesquels ils prennent appui. Le choix de ces objets, implicitement sélectionnés du fait de leur nouveauté, a ainsi généré des points aveugles :

- une tendance à caractériser comme nouvelles des formes de militantisme qui n'avaient parfois de nouveau que le nom (même si cela n'est pas négligeable), alors qu'une partie des acteurs qui les animaient étaient plutôt caractérisés par leur ancienneté dans le militantisme et leur socialisation au sein d'organisations d'obédience catholique, ou liées au milieu laïque ou encore communiste. Privilégier l'étude de formes de militantisme présentées comme « nouvelles » n'est pas sans contribuer à une confusion entre nouveauté thématique et nouveauté des militants (Politix, 2004). Effets de théorie et attractivité inégale des mouvements sociaux ont conduit à négliger le polyengagement et les trajectoires longues d'engagement de nombre de ceux qui, fût-ce parfois au prix de fortes révisions idéologiques et biographiques, ou au moins d'un travail

⁵ En fait, bien plus souvent de « la participation à ». Il est significatif que la contribution de Dominique Memmi (intitulée « L'engagement politique ») dans le *Traité de science politique* de Madeleine Grawitz et Jean Leca soit un texte consacré avant tout aux logiques de la participation, prenant peu en compte le rapport au temps et la stabilité de l'engagement (Memmi, 1985).

⁶ Les deux auteurs de cette contribution ayant vu plusieurs de leurs activités de recherche financées par la MiRe (1997) et la PUCA eux-mêmes. . .

sur la fidélité à soi-même jamais évident⁷, peuplent ces mouvements porteurs de nouvelles thématiques ;

- les travaux de sociologie des mobilisations se concentrant sur des organisations assez faibles, ou perçues comme telles au nom des supposées aspirations antihierarchiques des nouvelles classes moyennes, une attention insuffisante a été portée aux effets d'organisation, sinon au travers de la thématique de la « professionnalisation » et des tensions qu'elle induisait. Cette dernière n'avait pourtant rien d'univoque. Les pratiques par lesquelles les organisations travaillent et sélectionnent ceux qui en font partie ont le plus souvent été négligées ;
- le désintérêt à l'égard du caractère inégalement objectivé et institutionnalisé des groupements militants a abouti à laisser de côté des questions connexes, comme celle des capitaux individuels nécessaires ou favorables à l'action dans des structures moins institutionnalisées.

Ce surinvestissement dans l'étude des associations précitées n'est pas sans avoir eu pour effet paradoxal d'avoir contribué, par contrecoup, à un renouveau très récent de l'étude des organisations ouvrières, syndicales, et du militantisme dans les partis, qu'il est possible d'imputer non seulement aux appels à un retour sur ces objets, mais peut-être aussi à la saturation en sociologues de la moindre association caritative, humanitaire, altermondialiste ou de défense des « sans ».

Avant de revenir sur ces problèmes de façon plus détaillée, en insistant plus particulièrement sur l'intégration des niveaux et des méthodes d'analyse, on s'efforcera d'identifier les principaux apports des recherches récentes dont beaucoup ont pour point commun de s'inscrire dans un même paradigme : le paradigme interactionniste.

1. Un renouvellement salutaire de la sociologie de l'engagement militant

1.1. L'avènement du paradigme interactionniste

Jusqu'aux années 1980 en France, le plus souvent, la sociologie du militantisme se résumait soit à une sociologie des organisations centrée sur les relations entre dirigeants militants et adhérents (dans la veine du travail fondateur de Roberto Michels sur le SPD), soit à une sociologie quantitative des militants et des dirigeants, envisagés séparément. Le travail militant, la sociabilité militante, les rétributions des membres étaient, sauf exception (Kriegel, 1968), plus postulés ou idéalisés (Mothé, 1973 ; Bourdet, 1976) que décrits et analysés, de même que la circulation entre les organisations composant les milieux ou les systèmes d'action sociopolitiques⁸. Les trajectoires étaient saisies de façon peu dynamique, les mécanismes de sélection et de formation ignorés. Enfin, l'articulation entre le contexte et la variation des niveaux et des formes

⁷ On pense à ces syndicalistes CFDT devant apprendre de nouvelles formes légitimes de l'engagement au sein d'une organisation humanitaire liée à EDF, les clubs CODEV, devenus Électricité Sans Frontières, alors même que c'est leur ancienneté militante qui les prédisposait particulièrement à s'engager en leur sein (Collovald et al., 2002).

⁸ L'état de la littérature dressé par Jacques Capdevielle et René Mouriaux en 1972, bien qu'il mentionne 116 ouvrages ou articles, souligne le caractère parcellaire et lacunaire des recherches sur le militantisme syndical : « pauvreté des données », « silence sur le militantisme syndical des femmes » et des immigrés, « absence d'analyses approfondies des rapports entre militantisme syndical et engagement partisan », « rien de comparable aux travaux de R. Michels ou de Mills pour les syndicats français », ignorance des « mécanismes de sélection des militants »...

d'investissement militant était peu étudiée en tant que telle⁹. Quant aux recherches sur les mouvements sociaux, longtemps incarnées par l'école tourainienne, elles privilégiaient *de facto* l'analyse du sens de l'action, coproduite avec les chercheurs à travers des réunions de groupe (la fameuse « intervention sociologique »), au détriment de la sociologie des acteurs et de leurs interactions (Touraine, 1982).

De même que l'analyse du personnel politique était dominée par une perspective en termes de classes ou de groupes sociaux (Sawicki, 1999), la sociologie des militants, essentiellement quantitative, visait d'abord à caractériser les organisations ou les mouvements par rapport à la structure sociale. La sociologie des syndicalistes comme celle des militants des partis, sauf exception (Lagroye et al., 1976), était ainsi un moyen de mettre en relation organisations et structure sociale et de confirmer ou d'infirmer les prétentions de celles-ci à représenter ou non tel ou tel groupe social. Dans le même esprit, le boom associatif des années 1970 fut essentiellement interprété comme la traduction de l'émergence sur la scène revendicative et sociale des nouvelles classes moyennes salariées et de leurs préoccupations spécifiques (cadre de vie, environnement, services urbains...). Cet investissement associatif était souvent vu comme une voie propre d'accès à la notabilité (Apkarian-Lacout et Vergès, 1983). Les approches dominantes étaient donc tendanciellement holistes et privilégiaient les niveaux mésologique (les organisations) ou macrologique (les structures sociales). Elles s'intéressaient aux organisations ou aux mouvements à titre principal et non au phénomène militant ou aux logiques d'engagement en tant que telles. En témoigne le retard non seulement de traduction mais de discussion des thèses de Mancur Olson en France, mais avant elles de toute la littérature sur les comportements collectifs (Fillieule et Péchu, 1993).

L'épuisement des paradigmes marxiste et structuraliste, en déplaçant l'attention des sociologues vers l'action et les interactions, mais aussi vers l'histoire et donc vers la dialectique action-institution, a profondément influencé la sociologie de l'engagement militant et favorisé son renouvellement à partir du courant des années 1980. D'abord, en conduisant à poser la question taboue des rétributions du militantisme ; ensuite, en dépassant une conception très réductrice de la socialisation militante, soit comme produit de la socialisation primaire, soit comme résultante principale du travail d'endoctrinement et de contrôle idéologique réalisé au sein des organisations. Parallèlement, la recherche s'est intéressée aux mutations des formes d'engagement et des répertoires d'action, de manière là encore transversale. Aussi peut-on caractériser schématiquement le changement intervenu comme l'avènement d'un paradigme individualiste, non au sens strict de l'individualisme méthodologique, mais intégrant l'analyse des interactions entre individus et entre individus et contextes d'action, qui autorise ici à parler de *paradigme interactionniste*.

1.2. Des « rétributions » revisitées

Plus qu'il n'exprimait une entière adhésion à une explication utilitariste de l'action, le recours au modèle des « incitations sélectives » de M. Olson a constitué un instrument de rupture vis-à-vis des explications du militantisme par la seule idéologie. Ce modèle a connu une acclimatation particulière en France du fait de son utilisation fréquente dans une version qui est celle des *rétributions du militantisme* (Gaxie, 1977). Le propos était alors de se débarrasser des approches de l'engagement les plus « enchantées ». Au moment de l'importation de la sociologie des mobilisations en France, vers le début des années 1990, cette approche s'est doublée d'un recours

⁹ Ainsi l'approche psychosociologique des motivations des militants de la CFDT d'Andrée Andrieux et Jean Lignon rapporte uniquement ces dernières à leur insatisfaction au travail (Andrieux et Lignon, 1973). Pour un bilan des recherches sur le militantisme en France jusqu'à l'aube des années 1980, voir Françoise Subileau (1981).

extensif à la notion de *ressources*. Les chercheurs se sont alors employés à identifier au sein des mobilisations ceux qui en étaient les plus probables initiateurs compte tenu des ressources dont ils étaient porteurs, dans une « synthèse buissonnière » (et improbable !) entre la sociologie de Pierre Bourdieu et les courants anglo-saxons, visant à se déprendre des analyses les plus macrosociales et téléologiques des mouvements sociaux.

Que ce renouveau partiel de la sociologie de l'engagement ait été un sous-produit de la sociologie des mobilisations a eu d'importantes conséquences. Bien que souvent assimilées l'une à l'autre, sociologie de l'engagement et de la mobilisation n'envisagent pas exactement les mêmes questions. Les sociologues des mobilisations, du fait de la dimension ponctuelle des phénomènes qu'ils observent, se posent peu la question de la perpétuation et du maintien de la prise de rôle militante : il leur suffit à la limite que des personnes se soient mobilisées une fois pour que leur objet existe ! Les mobilisations ne reposent pas uniquement sur ceux qui les entreprennent et que l'on peut imaginer les plus *engagés* : la réussite d'une mobilisation, c'est aussi que s'y agrègent, en plus des convaincus, des acteurs dont la mobilisation est pensée dans un temps court¹⁰.

Mais l'usage massif de la notion de « ressources », pensée de façon plus substantielle que relationnelle, la tendance à plaquer le modèle des rétributions sans en nuancer la pertinence, ont atteint leurs limites. Le retour de Daniel Gaxie sur son texte de 1977 est symptomatique du nécessaire affinement d'une catégorie qu'il importait de spécifier sous peine de lui voir perdre tout intérêt heuristique : « Les intérêts personnels distincts des finalités collectives [...] sont l'objet d'un travail collectif et individuel de répression, de refoulement, de défense et de rationalisation. Deux écueils menacent dès lors l'analyse : la réduction et l'enchantement » (Gaxie, 2005, p. 170).

Plusieurs façons de mieux contrôler le modèle des rétributions se sont exprimées. S'est tout d'abord manifesté un souci de spécifier leur dimension relationnelle, les rétributions n'étant pensables qu'à l'aune de ce qu'elles signifient à position sociale spécifique. La prise en compte de la socialisation des individus, qui contribue à rendre certains types de rétributions désirables, et d'autres moins, est évidemment intégrée dans ces développements. La distinction entre compétences et appétences, développée notamment par Bernard Lahire (1998), a utilement été employée afin de mieux saisir comment l'on peut avoir la capacité d'agir sans en avoir le goût, ou l'inverse. Le problème est moins de décréter que telle ou telle activité procure des rétributions « symboliques » que de comprendre pourquoi certaines pratiques militantes les procurent et permettent, plus que d'autres, d'en tirer des gratifications, sans d'ailleurs que ces dernières aient été anticipées (Lagroye et Simeant, 2003, p. 56). « L'enchantement » est une énigme sociologique qu'on ne saurait contourner en invoquant la fausse conscience des acteurs. C'est toute l'économie affective des mouvements qui est aujourd'hui une brèche largement ouverte dans la sociologie des mouvements sociaux, pour peu que les émotions soient envisagées à l'aune de leur ancrage social (Traïni, 2008)¹¹. Dans la lignée d'Albert O. Hirschman (1983, 1995), l'attention doit sans doute être portée encore au côté surgénérateur de l'engagement, et plus généralement aux situations dans lesquelles l'action est à elle-même sa propre récompense. En comparaison des médias, de l'école, des églises ou de la politique normale, souligne James M. Jasper (1997, p. 5), la protestation est une des rares situations qui donne l'occasion de développer et d'articuler ses convictions morales.

¹⁰ Au sein de cette sociologie, les « militants par conscience » ont d'ailleurs été un moyen de faire revenir par la fenêtre ce que l'on avait fait sortir par la porte, en travaillant sur les engagements de long terme. . .

¹¹ Ce besoin d'une prise en compte sociologique des émotions ou d'objets qui pourraient être renvoyés au psychisme explique l'accueil qui a été fait aux travaux de Muriel Darmon (2003), et auparavant de Jacques Maître (1994), dans la sociologie politique française.

Les rétributions méritent d'autant plus d'être évoquées que l'on adopte un modèle séquentiel d'explication distinguant ce qui favorise l'engagement de ce qui peut ensuite le renforcer (Siméant, 1998, p. 146), distinguant encore ce qui a été anticipé, fût-ce semi consciemment et dans la dénégation, de ce qui a été découvert dans l'action, ou dans ce que D. Gaxie (2005) désigne comme « scotomisation » des rétributions. De même, le travail de censure et de manipulation des rétributions par l'organisation a été évoqué dans plusieurs travaux consacrés au PCF, parmi lesquels on signalera ceux de Bernard Pudal (1989), Frédérique Matonti (2005) et Nathalie Éthuin (2003a, 2003b).

Enfin, l'attention a été portée, bien que là encore de façon inégale, à la variation de l'attractivité des causes, directement corrélée au crédit que l'on peut retirer du fait de s'y investir. On pense notamment au travail de Philippe Juhem (1998, 2001) sur SOS Racisme ou à celui de Bénédicte Havard-Duclos et Sandrine Nicourd sur Droit au logement (DAL) et une association d'alphabétisation (Havard-Duclos et Nicourd, 2005). Qu'il s'agisse de penser la variabilité des rétributions dans le temps ou celle de l'attrait des causes, un deuxième axe fort des travaux de ces années récentes réside dans une prise en compte accrue du temps dans l'analyse de l'engagement.

1.3. *Carrières militantes : l'engagement comme processus*

L'enrôlement a cessé d'être envisagé comme le fruit d'une socialisation linéaire, aux effets cumulatifs et mécaniques, appréhendés au moyen d'indicateurs statistiques standardisés. Tout comme les sociologues de la déviance ont dépassé les explications déterministes fondées sur la socialisation ou l'anomie pour rendre compte des comportements délinquants (Ogien, 1999), la sociologie du militantisme s'est tournée vers l'analyse des interactions qui président à l'adoption et, surtout, à la stabilisation dans une *ligne d'action* militante baptisée, à la suite d'Howard Becker (1960), « carrière » (Fillieule, 2001a,b).

Le partage de propriétés sociales entre un individu et les membres d'un groupe mobilisé et, partant, l'existence d'une communauté de vue et d'habitus ne suffisent pas à orienter tel individu vers tel groupe mobilisé ; dans la plupart des cas, la médiation de proches est nécessaire sinon suffisante (Snow et al., 1980 ; Gould, 1991 ; Passy, 1998 ; Diani et McAdam, 2003 ; Duriez et Sawicki, 2003). Si l'existence de liens ne prouve pas toujours leur efficacité ou leur effectivité, les récits biographiques confirment fréquemment le rôle des parents, amis, collègues, voire de certaines figures tutélaires (enseignant, prêtre, militant exemplaire. . .) dans le passage à l'acte. La psychosociologue Molly Andrews (1991), qui a collecté et analysé la biographie de militants socialistes britanniques ayant commencé à militer dans les années 1930 et ne s'étant jamais interrompus jusqu'aux années 1980, identifie trois influences majeures dans la formation de leur conscience politique : des *stimuli* intellectuels (ouvrages, films, éducation informelle), le rôle d'organisations très visibles (organisations de jeunesse, syndicats. . .) et d'individus identifiables. L'expérience vécue comme membre de la classe ouvrière ne suffit pas à comprendre l'engagement. Peu portés à la lecture d'ouvrages politiques, les jeunes ouvriers ont dans un premier temps été fortement influencés par la fréquentation de militants. C'est par leur biais qu'ils ont été amenés à lire (généralement la presse politique et syndicale) et à se construire des raisons d'agir et ont osé assister à leur première réunion publique. Le rôle de l'éducation formelle a été négligeable dans le développement de leur engagement et les prédispositions familiales apparaissent relativement faibles. C'est souvent un voisin, un camarade d'école ou d'atelier plus âgé qui a fait office d'initiateur. Chez les militants issus des classes moyennes, la religion a souvent joué un rôle déterminant dans la prise de conscience de l'injustice, mais là encore par le biais d'un pasteur ou de quelque leader associatif.

Il n'est pas anodin de noter que les premiers sociologues à avoir exploré cette piste théorique et empirique sont des spécialistes des processus de conversion religieuse¹². David Snow, qui a d'abord travaillé sur les conversions au bouddhisme, rappelle ainsi dans un article de synthèse que les études sociographiques en la matière se sont longtemps bornées à circonscrire des groupes cibles alors que seule l'étude des interactions et des réseaux sociaux permet d'expliquer les chances inégales de tel membre de ces groupes de se convertir :

« L'existence d'un lien positif et interpersonnel avec un ou plusieurs membres du groupe peut fonctionner comme un canal d'information ; elle accroît la crédibilité des appels et intensifie la pression pour rendre acceptables ces appels et les pratiques qui leur correspondent. Il n'est pas surprenant dans ces conditions que la conversion soit improbable en l'absence de liens affectifs » (Snow et Machalek, 1984, p. 183).

Dans une étude récente sur l'adhésion syndicale à la CFDT, on a ainsi pu mettre en évidence le rôle toujours central des collègues syndiqués dans le processus d'adhésion, ainsi que, dans une moindre mesure, des membres de la famille et des amis. Ceux-ci jouent tantôt le rôle de « modèles » ou de « parrains », à travers une socialisation qui fonctionne plus par imprégnation et identification que par inculcation de messages et de valeurs explicites (Duriez et Sawicki, 2003). Tout en laissant place aux hasards biographiques, cette approche confirme la continuité entre sociabilité informelle et formelle, et la rareté des engagements spontanés à la suite de campagnes volontaristes d'adhésion par courrier ou médias interposés. Le repérage de propriétés ajustées au militantisme dépend fortement des réseaux sociaux : ainsi, l'entrée en humanitaire renvoie très largement à l'insertion dans des réseaux qui peuvent être non seulement de recrutement, mais plus généralement de « repérage » de profils humanitaires (Dauvin et Siméant, 2002). Le rôle de ces personnes ou de ces groupes consiste à convaincre les futurs candidats à l'engagement qu'ils correspondent aux profils recherchés, ou encore à conseiller ces derniers afin qu'ils puissent parfaire leur CV. À la fois introducteurs dans la carrière humanitaire en même temps que preuve fréquente d'une déjà réelle insertion des aspirants humanitaires dans le milieu qui y mène, ces personnes (autres volontaires, salariés de certaines organisations, parfois personnes rencontrées par hasard dans une période de disponibilité. . .) contribuent à la matérialisation de l'engagement et font la différence entre ceux qui franchiront le pas et les autres. Ce rôle peut aussi revenir à certaines autorités sociales, comme ces prêtres encourageant de jeunes catholiques hésitant à entrer en politique et validant leur orientation potentielle vers l'UDF (Fretel, 2004b). Ces derniers, comme hier les aumôniers de l'action catholique (Berlivet et Sawicki, 1994), contribuent à encourager des personnes porteuses de dispositions qui leur semblent particulièrement ajustées à des sphères militantes, à investir ces dernières.

Les recherches récentes ont également insisté sur le rôle des réseaux sociaux comme supports de sociabilités et d'identités nouvelles contribuant à l'efficacité et au maintien de l'enrôlement dans l'action collective. L'engagement, dès lors qu'il suppose d'endosser un nouveau rôle et une nouvelle identité (« syndicaliste », « défenseur de l'environnement », « militant socialiste » . . .), réduit le champ des possibles des individus, notamment quand il « marque » ou stigmatise, comme l'illustre le cas des syndicalistes qui, s'affichant comme tels, prennent le risque de sacrifier une partie de leur carrière professionnelle. L'engagement conduit à endosser une identité pour soi et pour les autres, qu'il peut être coûteux et douloureux d'abandonner (Ebaugh, 1988). Comme le rappelle Doug McAdam en soulignant le rôle des « incitations de solidarité » :

¹² Ils se réfèrent entre autres à Lofland et Stark (1965).

« La plupart des individus agissent de manière routinière pour sauvegarder et soutenir les sources centrales de signification et d'identité dont leurs vies se composent. [...] Les individus cherchent à se conformer aux injonctions de ceux dont l'approbation et le soutien émotionnel sont particulièrement importants pour nos vies et nos identités » (McAdam, 2005, p. 57).

Cette perspective permet d'aborder de manière relationnelle la question des « bénéfiques », plaisirs et émotions inclus, de l'adhésion, tout en l'articulant à celle de l'identité pour soi et pour les autres. L'ajustement ou au contraire le désajustement entre sphère familiale, amicale, professionnelle et militante conditionnent les chances de rester ou pas engagé, voire d'augmenter l'intensité de son engagement. Tensions identitaires, conflits de rôles et impossibilités pratiques entre les attentes et les valeurs propres à chacune de ces sphères peuvent ainsi conduire à remettre en cause un engagement militant. Au contraire, la valorisation (ou simplement l'acceptation) du militantisme dans l'univers familial et affectif, sa compatibilité, voire son articulation avec la carrière professionnelle, a toute chance de renforcer l'investissement militant. Pour ces derniers, on peut alors parler de véritables effets de cliquet : une fois l'identité endossée, voire le stigmate retourné, tout retour en arrière représente un coût affectif considérable, comme l'a bien démontré Marnix Dressen à propos des établis maoïstes dont beaucoup sont restés en usine bien après le démantèlement de leur organisation (Dressen, 1999).

Cette approche, si elle laisse place aux rencontres partiellement fortuites et à l'influence des conjonctures historiques, a pu parfois conduire à une singularisation extrême des explications et à la fascination de certains chercheurs pour l'analyse biographique¹³. Sans nier ce que peut apporter telle ou telle étude approfondie d'un cas, soit à raison de son caractère atypique ou extrême (Maître, 1994 ; Sommier et Brugié, 2005), soit au contraire en vertu de son exemplarité (Pudal, 2005), le risque est grand d'oublier que ce qui permet souvent la réussite des mobilisations collectives¹⁴, leur inscription dans la durée, est précisément l'existence d'expériences sociales partagées par des groupes d'individus aux propriétés analogues sinon similaires. Jean Peneff (1979) l'avait déjà pointé avec force dans ses travaux sur les militants syndicaux. Sylvain Maresca (1983) l'a confirmé pour les syndicalistes agricoles, Bernard Pudal (1989) pour les cadres communistes « thoréziens » des années 1930, Christophe Charle (1994) pour les normaliens socialistes de la Belle époque, Frédéric Sawicki (1997) pour les militants socialistes, Marnix Dressen (1999) pour les militants de l'extrême-gauche maoïste, Éric Agrikoliansky (2001, 2002) pour les militants de la Ligue des droits de l'Homme, etc. De fait, les mobilisations qui réussissent et qui durent prennent souvent appui sur des noyaux militants qui, s'ils ne se connaissent pas toujours *a priori*, ont en commun des expériences proches, lesquelles sont au fondement des affinités qu'ils se reconnaîtront. Les avertissements de Michel Dobry (1986) sur l'hétérogénéité des mobilisations et des motifs qui

¹³ Se pose ici le problème méthodologique de la reconstitution des biographies dans un sens très orienté par la pratique actuelle du militantisme, au risque d'aplatir la pluralité des inscriptions et sphères de vie des individus (Strauss, 1993, pp. 41–43 ; Passy, 1998). Les organisations militantes se composent par la force des choses d'individus insérés dans une multiplicité de lieux de l'espace social. Les proclamations méthodologiques contre l'illusion biographique n'empêchent pas toujours leurs auteurs d'y succomber. Si l'attention à la temporalité des carrières a constitué une avancée considérable en entendant saisir certains aspects du déclenchement, du maintien ou au contraire de l'effritement de l'engagement (McAdam, 1986, 1988, 1989), elle n'a pas toujours échappé à des formes d'histoire de vie au caractère parfois très psychologisant, effectuant un déroulé rapide d'histoires individuelles à la contextualisation souvent limitée.

¹⁴ Le travail de Fabienne Federini (2006) fait ici exception, dans la façon dont elle compare ce qui caractérise Jean Cavailles et Jean Gosset par rapport aux autres intellectuels et normaliens de leur génération qui ne se sont pas engagés dans la Résistance.

y conduisent ne sont pas contradictoires avec — et ne devraient pas décourager — une prise en compte des propriétés sociales de ceux qui s’engagent et du rôle des affinités et similarités de socialisation.

Ainsi l’investissement fort de jeunes issus de familles catholiques de milieux populaires dans la JOC puis la CFTC dans la Bretagne de l’après-guerre, si elle ne touche qu’une minorité d’entre eux, se situe au confluent de l’histoire globale et individuelle (Berlivet et Sawicki, 1994). Ces jeunes ont en commun l’expérience du déracinement, celle de l’injustice à travers le traitement inégalitaire dont ils font l’objet au sein de l’école catholique ; ils ont pour beaucoup été élevés par leur mère en l’absence d’un père souvent mort à la guerre ou des suites de la guerre. Si chaque expérience particulière n’a pas la même force et la même empreinte individuelle, ces jeunes partagent les mêmes (res)sentiments et aspirations. Ceux-ci trouveront une traduction associative puis syndicale du fait qu’au même moment de jeunes aumôniers de l’église catholique entreprennent d’évangéliser les classes populaires. L’Action catholique sert dès lors de réceptacle à ces expériences disparates en fournissant à ces jeunes une signification commune et en les traitant comme des « personnes » à part entière. L’investissement fort dans le groupe correspond à ce que ses membres en retirent sur le plan de l’épanouissement intellectuel et consubstantiellement affectif. En ce sens, si la JOC est ressentie comme une seconde famille, cela ne s’explique pas simplement par l’expérience singulière de quelques-uns, mais bien parce que cette souffrance s’ancre dans une histoire collective largement partagée. Le « programme institutionnel » (Dubet, 2002) de l’Action catholique opère donc du fait d’un ajustement entre les attentes et les biens proposés par le groupe, mais aussi à raison de l’identification qui s’opère entre le discours et les pratiques de l’institution et de ses représentants.

Cet exemple illustre une démarche qu’on retrouve dans plusieurs des travaux cités plus haut (Peneff, 1979 ; Maresca, 1983 ; Pudal, 1989 ; Sawicki, 1997 ; Dressen, 1999 ; Agrikoliansky, 2002). Trajectoire individuelle et collective se combinent et codéterminent les carrières militantes : il n’est pas possible de scinder, on y reviendra, l’étude des dispositions, des filières et réseaux d’adhésion et celles des institutions ou même simplement des groupes à l’origine de l’institutionnalisation. Autrement dit, l’attention soutenue accordée aux logiques individuelles de l’engagement ne doit jamais conduire à oublier que les logiques d’engagement s’inscrivent bien souvent dans des trajectoires collectives et qu’elles adviennent rarement sans un travail de sollicitation émanant de groupes ou d’organisations déjà là. L’insuffisante prise en compte de ce travail et des contraintes pesant sur les organisations apparaît comme une des deux limites principales des travaux récents qui ont focalisé l’attention sur les « dynamiques individuelles de l’engagement » (Fillieule et Mayer, 2001).

1.4. *Des nouvelles manières de militer aux nouveaux militants*

L’autre limite tient à la faible articulation entre les cas étudiés et les changements sociétaux. De ce point de vue, l’usage fait des travaux du CRESAL¹⁵ tels que les a synthétisés Jacques Ion mériterait à lui seul une analyse détaillée (Ion, 1997 ; Ion et Peroni, 1997 ; Ion, 2001 ; Ion et al., 2005). *La fin des militants*, par sa concision et la systématisme de ses hypothèses, semble avoir permis à bon nombre de chercheurs de se libérer de la question des transformations sociétales. Au lieu d’être un commencement, le prélude à des recherches se donnant pour fin d’en tester les

¹⁵ CRESAL : Centre de recherche et d’études sociologiques appliquées de la Loire, devenu en 2007, Modys (Mondes et dynamiques des sociétés).

hypothèses, cet ouvrage n'a pas suscité, en dehors de son laboratoire d'origine et de l'enquête sur des clubs CODEV d'EDF dirigée par Annie Collovald et al. (2002), de recherches comparatives et systématiques visant à en confirmer ou à en infirmer les hypothèses. Avec l'engagement « *post it* », la messe semblait dite : les militants d'hier étaient définitivement fossilisés, ceux d'aujourd'hui définitivement libérés des entraves institutionnelles et émancipés de toute socialisation. Tout se passe comme s'il avait été logique d'étudier les premiers avec un microscope, tandis que les seconds relevaient principalement du microscope (Sawicki, 2000).

On peut regretter que la théorisation de J. Ion (souvent validée ou disqualifiée *a priori*) ait si peu fait l'objet de tests empiriques. Jusqu'à quel point les pratiques, les organisations et les identités militantes ont-elles changé, comme l'avancé déjà Emmanuèle Reynaud à la fin des années 1970 en évoquant des engagements plus restreints et éclatés (Reynaud, 1980, p. 280) ? Si mutations il y a, comment les expliquer ? Par un changement dans les « modes de croire » (Hervieu-Leger, 1999), lui-même lié à l'émancipation des individus vis-à-vis des programmes institutionnels rigides (Dubet, 1994, 2002) ou encore par un effet intrinsèque aux nouveaux enjeux publics et à la façon dont les pouvoirs politiques les gèrent (Callon et al., 2001) ?

Les travaux de J. Ion s'attachent aux formes d'action mais négligent les propriétés sociales des militants. Les recherches liées au courant post matérialiste rentrent peu dans le détail de ces « nouvelles classes moyennes » définies de façon quelque peu attrape-tout, en dehors d'une vague évocation du niveau d'études. Paul Lichterman (1996), un des rares chercheurs à s'être penché sur le lien entre changement des pratiques militantes et dispositions sociales, met en évidence, à partir d'une comparaison par observation participante de mouvements de dénonciation de sites pollués dans des contextes socioéconomiques contrastés, deux types d'engagement produisant et renforçant chacun une identité spécifique. Le premier s'ancre dans une communauté (*communitarian commitment*) : églises protestantes noires dont les leaders établissent un lien entre protection de l'environnement et dignité des classes populaires noires, mais aussi communautés de classe moyenne blanches de banlieue maillées par de très denses réseaux associatifs et de voisinage. Le second, qu'il nomme « personneliste » (*personalized commitment*), repose sur l'autonomie personnelle et des collectifs plus larges. Il mobilise en priorité des personnes fortement diplômées et faiblement ancrées dans un territoire. Ces deux formes créent différents liens de responsabilités et différentes définitions du « bon » militant. Cependant les organisations fondées sur le respect de l'autonomie personnelle sont contraintes à un effort permanent pour réassurer ces liens et sont, en conséquence, soumises à un fort *turn over* qui les oblige à recourir à des moyens supplémentifs (recherche de subventions ou de sponsors, recours à des experts...). Ce travail, qui a peu d'équivalents en France, montre clairement que le modèle de l'engagement distancié est moins lié à la nature de la cause défendue qu'aux propriétés sociales de ceux qui la soutiennent. Il souligne également les conséquences organisationnelles de cette discipline relâchée et leurs effets en retour sur les militants réels et potentiels. Le recours à des professionnels qui s'autofinancent en mettant sur pied des campagnes de collecte fondées sur les techniques du marketing et du management apparaît comme un des effets non voulus de ce type d'organisation (Jordan et Maloney, 1997 ; Lefèvre, 2007), et conduit en retour à cantonner les militants de terrain à des tâches étroitement circonscrites, renforçant par là même leur volatilité.

Logiques de professionnalisation et de sélection sociale se nourrissent donc mutuellement. De la même façon que les succès des partis et des syndicats ouvriers a conduit à leur institutionnalisation et à l'émergence d'un nouveau profil de dirigeants et de militants, le succès des mobilisations environnementales, féministes, antiracistes, humanitaires, etc. a affecté en profondeur les organisations, d'autant plus que leurs militants étaient sans doute, moins que d'autres, disposés à se contenter de tâches d'exécution. Ce qui distingue ces organisations des syndicats ou de certains

partis d'origine ouvrière ou encore des églises, c'est qu'elles n'ont guère été incitées à se doter d'un appareil de formation généraliste ; elles se sont appuyées sur leurs membres, passés très majoritairement par l'université, pour se doter de l'expertise dont elles avaient besoin.

2. Les défis de la recherche en sociologie de l'engagement

Cette présentation, nécessairement schématique, dessine les contours des deux défis principaux auxquels est confrontée la sociologie de l'engagement militant, et qui ont à voir tous deux avec l'articulation des niveaux d'observation : les niveaux micro (les individus et leurs interactions en face-à-face), méso (les groupes et les organisations plus ou moins institutionnalisés) et macrologique (les transformations socioéconomiques, culturelles et politiques).

2.1. *Micro–macro : division sociale du travail et investissements militants*

La multiplication des études de cas, l'exploration toujours plus fouillée et méticuleuse des processus de socialisation et d'enrôlement, mais aussi des rétributions du militantisme, l'extension de l'analyse aux processus de désengagement (Fillieule, 2005) et de reconversion (Ubbiali, 1999 ; Willemez, 2004 ; Gaubert et al., 2006), ont conduit à des progrès considérables dans la compréhension des logiques individuelles conduisant au militantisme. Attentives aux interactions entre l'individu, son milieu de vie (ses réseaux pertinents pourrait-on dire) et le contexte sociopolitique, les recherches récentes ont su se départir de l'ontologie propre aux modèles utilitaristes et à certaines formes d'individualisme méthodologique. En ce sens, elles s'inscrivent dans une conception de l'action qui traverse de larges pans de la sociologie contemporaine, bien synthétisée en France, chacun avec leurs inflexions propres, par F. Dubet (1994) et B. Lahire (2002). Elles laissent leur place aux « variations individuelles », aux « hasards » biographiques liés à des rencontres ou à des accidents, aux contextes locaux, à la dynamique propre découlant de la participation à la vie d'un groupe ou d'une organisation. La prise en compte des expériences complète celle des seules dispositions (Sawicki, 2003).

Cette attention au niveau micrologique a cependant abouti à négliger les effets des mutations sociétales sur le coût de l'engagement, le capital militant, la disponibilité à s'engager et les attentes à l'égard du militantisme. Les transformations qui affectent les manières de militer, que ces transformations soient sociales (changement dans la division sexuelle du travail social, augmentation du niveau de formation, nouvelle répartition géographique des groupes sociaux, désobjectivation et précarisation de la classe ouvrière. . .) ou politiques (recours massif aux associations dans les programmes d'action publique et institutionnalisation de la concertation et de la négociation dans de nombreux secteurs. . .), la légitimité différentielle des répertoires d'action et des causes, la (non)transmission générationnelle de certains *ethos* ou capitaux militants (Matonti et Poupeau, 2004) ont en France fait l'objet d'analyses encore trop peu nombreuses. Plus exactement, les approches inspirées de l'interactionnisme coexistent, sans grande communication, avec des approches plus macrologiques du secteur associatif ou syndical, qu'elles soient de type quantitatif (Héran, 1988a, 1988b ; Archambault, 1996) ou centrée sur les changements affectant les structures et le fonctionnement des associations (Sainsaulieu et Laville, 1997 ; Barthélémy, 2000 ; Prouteau, 2003) ou des syndicats (Andolfatto et Labbé, 2006a).

Si nombre d'analyses de l'engagement militant sont avec raison attentives aux trajectoires individuelles, il n'est pas possible de démentir ou confirmer des généralisations hâtives sur le militantisme à partir d'études centrées sur des individus ou organisations spécifiques, en renonçant à envisager les aspects de l'offre globale de militantisme ou de phénomènes qui frappent les

engagements militants de façon plus générale. Il ne s'agit pas seulement de plaider pour une réhabilitation des structures sociales (Matonti et Poupeau, 2004, p. 7), qui en tout état de cause s'actualisent dans des individus, mais de comprendre ce qui contraint objectivement et subjectivement les parcours individuels. Rares sont les travaux qui entendent véritablement restituer à la fois les possibles et les contraintes (professionnels, mais aussi en termes de vie de couple par exemple) qui affectent les militants.

Ainsi, les hypothèses de Robert D. Putnam (2000), pour contestables qu'elles soient, sur la forte baisse du capital social dans les sociétés occidentales, ou encore les travaux sur le lien entre participation associative et politique (Van Deth, 1997), ont peu inspiré les chercheurs français travaillant sur le militantisme¹⁶. R. D. Putnam, comme J. Ion, ont pourtant le mérite de s'efforcer de mettre en relation les transformations socioéconomiques et culturelles (arrivée massive des femmes sur le marché du travail, mobilité résidentielle accrue, éclatement familial, révolution des loisirs...) et la baisse de l'« engagement civique » et son changement de forme (multiplication des associations « tertiaires » fondées sur le recours aux méthodes de démarchage inspirées du marketing, aux campagnes médiatiques et à l'expertise, et reposant ce faisant sur des liens faibles). Au-delà du caractère discuté du lien établi entre baisse du capital social et baisse du niveau de confiance et de civisme, les phénomènes pointés par R. D. Putnam fournissent un bon point de départ à de nouvelles recherches, à condition d'éviter d'aborder la question du capital social de manière indifférenciée selon les groupes sociaux et de prendre également en compte les transformations qui affectent l'ordre politique, c'est-à-dire les modes de gouvernement de nos sociétés.

Ainsi, beaucoup de recherches historiques ont mis en évidence que le militantisme dans les syndicats, les organisations professionnelles et les partis politiques a longtemps été facilité par un désengagement des hommes des tâches domestiques, reposant lui-même sur l'exclusion tendancielle des femmes du monde du travail une fois devenues mères. *A contrario*, les femmes militantes s'inscrivaient dans deux catégories : d'une part, celles qui participaient à des associations familiales, scolaires, paroissiales ou caritatives, où le militantisme prolongeait le rôle socialement assigné aux femmes¹⁷, d'autre part, celles qui s'engageaient dans le syndicalisme ou la politique, dont la contrepartie était souvent l'acceptation du célibat (Loiseau, 1996). Ces différences n'ont pas disparu. Yannick Le Quentrec et Annie Rieu rappellent que les femmes actives à la fin du xx^e siècle sont encore trois fois moins syndiquées que les hommes, et trois à cinq fois moins nombreuses que ces derniers à occuper des postes de responsabilité dans les partis politiques (Le Quentrec et Rieu, 2003). Le niveau général d'adhésion dans le syndicalisme et les partis politiques n'en a pas moins baissé dans la plupart des démocraties occidentales. L'hypothèse que la banalisation du salariat féminin et la remise en cause du modèle du « *male breadwinner* » rendent aujourd'hui difficile la conciliation, pour les femmes comme pour les hommes, en couple et avec enfants, de vies professionnelle, personnelle et militante exigeantes doit donc être prise au sérieux, à condition de tenir compte des contraintes professionnelles et des niveaux de revenus propres aux différents métiers. Ainsi, traditionnellement, les enseignants

¹⁶ Seules, à notre connaissance en France, Nonna Mayer (2003), Sophie Duchesne et Camille Hamidi (Duchesne et Hamidi, 2001 ; Hamidi, 2002, 2003, 2006) se sont efforcées de tester et de nuancer une partie du modèle (la relation entre civisme et confiance et appartenance associative), en testant les remarques de Nina Eliasoph (1998) sur le lien parfois négatif entre participation associative et politisation. Sur le capital social, on notera l'ouvrage d'Antoine Bevort et Michel Lallement qui rassemble à la fois des textes théoriques (dont une contribution de R.D. Putnam) et des études de cas (Bevort et Lallement, 2006).

¹⁷ Sur ce sujet on lira avec profit la thèse récente de Magali Della Sudda (2007).

étaient souvent mariés à des femmes actives, souvent elles-mêmes enseignantes, et le militantisme s'effectuait en couple, même s'il ne concernait pas les mêmes activités. On ne saurait en conséquence expliquer la baisse tendancielle du militantisme des enseignants par la seule modification des rapports de genre, mais peut-être davantage par la féminisation accrue de la profession et la diminution relative de son degré d'homogamie (Geay, 1999). En revanche, la salarisation des femmes d'agriculteurs, parce qu'elle se traduit souvent par un abandon du métier d'agricultrice, compte tenu des conditions de travail contemporaines de beaucoup d'exploitants agricoles, diminue considérablement les disponibilités des jeunes agriculteurs pour le militantisme, même s'ils ne cessent pas pour autant d'adhérer aux organisations professionnelles (Purseigle, 2004)¹⁸.

De même, si la mobilité géographique croissante qui affecte certains groupes sociaux n'est pas un obstacle en soi à l'engagement¹⁹, elle modifie le type de militantisme en différenciant fortement sociabilité militante et sociabilité quotidienne. L'attachement à la cause peut demeurer, mais pas l'attachement à l'organisation qui la porte à la faveur d'un déménagement. La relation à celle-ci tend ainsi à devenir instrumentale, d'où des déceptions qui se traduisent plus facilement par des stratégies d'*exit*. Il conviendrait ici de prendre la mesure du caractère très inégal de la mobilité résidentielle selon les groupes sociaux et les professions et selon les types d'habitat et les régions. Depuis les enquêtes menées dans le cadre de l'Observatoire du changement social, l'on manque cruellement d'études sur la restructuration des associations au plan local, leurs activités et leur attractivité, les propriétés sociales de leurs militants et leur degré de poly-engagement. Le champ associatif est aujourd'hui la plupart du temps appréhendé nationalement ou sectoriellement à l'instar des associations de défense de l'environnement (Lascoumes, 1994, chap. 7 et 8; Sawicki et al., 2001). Il est donc difficile d'apprécier la façon dont la mobilité géographique accrue de certains groupes (cadres du privé, mais aussi ouvriers et employés) ou le développement de l'habitat en lotissements dans les zones péri-urbaines au détriment des quartiers d'habitat social de banlieue laissent le champ libre à d'autres. Le caractère « endocratique » (Retière, 1994a, 1994b) des champs associatif et politique locaux a été souvent mis en évidence. Exclue des principaux cercles de sociabilité, les nouveaux arrivants se maintiennent à l'écart et ont moins de chances de s'engager dans la vie associative²⁰, sauf si leur arrivée est massive et s'inscrit dans une stratégie d'installation de long terme. Dans ce cas, comme cela a maintes fois été mis en évidence à propos des communes « rurales » ou péri-urbaines, les groupes anciennement dominants (les agriculteurs notamment, mais aussi certains groupes ouvriers) se voient littéralement détrônés et leurs membres contraints à se désengager ou à investir des organisations moins territorialisées. Toutes choses égales d'ailleurs, on peut considérer que l'entrée en militantisme des jeunes issus de l'immigration maghrébine en banlieue au début des années 1980 a été facilitée par l'abandon du terrain par les militants issus des classes populaires ou des classes moyennes salariées partis habi-

¹⁸ Ces transformations macrosociales ne jouent pas de rôle mécanique, mais sont aussi médiatisées par des transformations des conceptions du rôle des femmes, qui peuvent tendre inégalement à valoriser leur investissement en politique.

¹⁹ Le déracinement peut conduire, dans certaines circonstances, au renforcement d'une sociabilité professionnelle qui compense la sociabilité locale, et profiter au syndicalisme comme le montre l'exemple des employés des centres de tri de la Poste de la région parisienne qui trouvent dans les amicales et les syndicats, au sens propre et figuré, un « second foyer ».

²⁰ Outre les recherches menées dans le cadre du programme OCS, on se reportera ici aux monographies de Michel Bozon (1984) sur Villefranche et à celle sur la banlieue pavillonnaire du nord de Paris (Cartier et al., 2008).

ter en zone péri-urbaine ou dans les quartiers de centre-ville réhabilités (Masclat, 2003 ; Neveu, 2004).

Monographies et vérification d'hypothèses d'ordre structurel ne sont donc pas antinomiques, comme l'illustrent les recherches menées sur la crise du syndicalisme ouvrier (Croizat et Labbé, 1992 ; Contrepois, 2003). L'enquête de terrain de Stéphane Beaud et Michel Pialoux sur les ouvriers des usines Peugeot de la région de Montbéliard, première région ouvrière de France, en est emblématique. Cherchant à comprendre pourquoi « le groupe des militants de l'usine ne se reproduit plus » (Beaud et Pialoux, 1999, p. 333), ils décrivent le découragement des vieux militants formés dans les années 1970 et les réticences à l'égard du syndicalisme des jeunes générations souvent en statut d'intérim qui se vivent comme « des ouvriers de passage » peu sensibles au travail de politisation des délégués (Beaud et Pialoux, 1999, p. 359). Ces phénomènes sont resitués à la fois par rapport aux mutations qu'a connues l'usine (flux tendus, présence massive de l'électronique, recours croissant à la main-d'œuvre intérimaire. . .), et aux changements qui affectent la société locale, eux-mêmes largement déterminés par les évolutions politiques et économiques générales. L'accès des enfants d'ouvriers à l'enseignement secondaire, voire pour une partie d'entre eux au milieu des années 1990 à l'enseignement supérieur, s'il génère très souvent de la déception à raison notamment du décalage entre les espérances et les chances objectives d'obtenir un emploi qualifié et stable, a détruit la « culture anti-école » sur laquelle reposait une partie de la culture d'atelier et, surtout, a totalement dévalorisé le statut d'ouvrier. Faute de s'identifier à ce groupe, ces jeunes vivent l'entrée à l'usine comme une parenthèse et un calvaire. Jeunes ouvriers et fils d'ouvriers ne se reconnaissent plus dans la culture ouvrière fondée sur un sentiment d'appartenance communautaire face au monde des contremaîtres et des cadres, celle-là même que portent les délégués qui se retrouvent ainsi « pris à revers » (Beaud et Pialoux, 1999, p. 344). Dès lors, c'est tout le système de gratifications circulaires (comme l'estime des copains de l'atelier), qui permettait aussi à l'engagement du délégué de perdurer, fut-ce malgré le coût professionnel de l'engagement, qui se trouve détruit. Les logiques microsociales de persistance de l'engagement ne sont ici pas séparables de transformations lourdes.

En dehors même du cas du monde ouvrier, la question de la trajectoire descendante de groupes ou fractions de groupes sociaux mériterait d'être revisitée. Les approches en termes de frustration relative ont été une des cibles principales de la nouvelle sociologie des mobilisations qui s'est employée à souligner qu'il y avait toujours assez de frustrations pour expliquer une mobilisation. L'école de la mobilisation des ressources a ainsi déplacé le regard vers les entrepreneurs et les incitations sélectives. Il est cependant dommage que les intuitions d'Anthony Oberschall (1973) sur l'importance de la segmentation des groupes sociaux — entendue chez lui comme non connexion aux centres de pouvoir — dans leur passage à l'action soient autant négligées aujourd'hui. Cela aboutit à ne plus envisager le lien entre mobilité sociale (ascendante ou descendante) des groupes et engagement, alors que certaines des démonstrations de Joseph Gusfield (1963), par exemple dans son étude des mouvements de tempérance comme mobilisations visant à conserver le statut de *middle class* WASP inquiètes face aux immigrations européennes, fournissent un schème stimulant d'appréhension des mobilisations liées à des questions de morphologie sociale.

L'analyse du lien entre les transformations socioéconomiques et culturelles, les dispositions et les disponibilités au militantisme ne passe pas exclusivement par l'enquête ethnographique. On peut regretter l'absence, pas seulement en France, de recherches sur l'engagement menées au niveau des groupes socioprofessionnels, combinant analyse quantitative et qualitative. Si l'intérêt porté aux propriétés individuelles des seuls « entrepreneurs de mobilisation » n'est pas injustifié, il conduit souvent à qualifier *ex post* leurs propriétés et savoir-faire de « ressources ». Même dans

les études quantitatives, l'attention aux propriétés des individus ne s'accompagne pas toujours d'une comparaison avec la distribution de ces mêmes propriétés au sein de la société globale ou dans le groupe des potentiels mobilisés. Par rétrodiction, cela contribue souvent à faire de ces propriétés (évidemment significatives) des *conditions* nécessaires à l'engagement plus que des révélateurs de strates historiques et de réseaux sociaux de recrutement. C'est à la condition de ne pas partir des seuls publics militants, qu'on peut distinguer engagés et non-engagés²¹ et apprécier les caractéristiques respectives des deux catégories et, surtout distinguer les formes et les types d'engagement selon la génération d'appartenance, le sexe, l'origine sociale, le lieu d'habitat, la trajectoire professionnelle saisis de manière relationnelle. Seules de telles comparaisons, pourraient permettre de distinguer ce qui tient à des transformations globales ou à des transformations qui touchent plus particulièrement la profession étudiée.

L'examen approfondi de l'évolution de certains milieux sociopolitiques (les organisations et les réseaux constitutifs du milieu catholique ou du milieu laïque par exemple) s'inscrit dans cette même stratégie de recherche visant à concilier approche micrologique et macrologique. Les changements internes à l'église catholique, eux-mêmes largement déterminés par des évolutions macrosociales, se sont ainsi traduits par un fort embourgeoisement des « militants » catholiques²² et par la délégitimation du style d'intervention propre à l'action catholique. Ils sont à l'origine de tensions qu'a bien décrites Jacques Lagroye (2006) entre deux régimes de vérité (le régime des certitudes et le régime du témoignage) et de rapport à l'institution, deux façons de vivre et d'exprimer sa foi. Dans ce contexte, les catholiques les plus engagés à gauche, même si leur nombre est difficile à estimer avec précision, peinent de plus en plus à trouver leur place au sein des institutions d'église, et reportent plus que jamais leur engagement en dehors du cadre paroissial, dans la sphère familiale ou dans des associations qui n'ont aucun lien avec l'institution.

La prise en compte localisée et contextualisée des changements sociétaux évoqués par Robert D. Putnam (2000) permet donc d'échapper aux explications monistes des mutations de l'engagement militant, qu'elles soient à dominante culturelle (la montée de l'individualisme chère aux essayistes pressés) ou socioéconomique (la transformation de la division sociale du travail, la « moyennisation » des sociétés postindustrielles. . .). L'histoire propre des milieux sociopolitiques et des organisations qui les composent, leur densité sociale, médiatisent des changements sociétaux qui ne sont jamais univoques, y compris d'un territoire à l'autre comme l'a montré Julian Misch (2002) dans son analyse de la déstructuration du PCF, qui masque de véritables poches de résistance.

Les changements dans les formes de gouvernement de nos sociétés (multiplication des forums de discussion et d'expertise, intrication des niveaux de gouvernement du local à l'Europe. . .), analysés par les spécialistes de l'action publique mais délaissés par les adeptes de R. D. Putnam, doivent également être pris en compte si l'on veut comprendre l'évolution des pratiques et profils militants. La généralisation de la démocratie procédurale, y compris sur le terrain social et dans les entreprises avec le développement des conventions collectives, a contraint la plupart des organisations militantes et des mouvements sociaux à renoncer à la violence, sauf de façon ritualisée

²¹ Les adhérents sont souvent négligés dans les enquêtes quantitatives sur le militantisme, empêchant ainsi de tester la validité des variables mises en avant pour expliquer le passage à l'action.

²² Soit « tout(e) catholique pratiquant(e), régulièrement investi(e) dans des activités auxquelles est conférée une signification religieuse ». « Le terme de "militant" signifie seulement ici que l'intéressé(e) ne limite pas sa participation aux activités qui définissent ordinairement l'appartenance à l'institution (notamment l'"assistance" à la messe) » (Lagroye, 2006, p. 28, note 28).

— ce qui n'exclut pas certaines « bavures ». Cela impose aux militants une discipline (les partis révolutionnaires eux-mêmes y ont contribué en leur temps) qui ne peut être maintenue qu'au prix d'un long apprentissage et d'un travail sur soi. En cela, les transformations du syndicalisme n'ont fait que devancer celles de nombre de mouvements sociaux ou d'associations. Le capital militant fondé sur la maîtrise d'une idéologie ou des attitudes de révolte se traduisant par la volonté d'en découdre s'est ainsi trouvé progressivement démonétisé, au profit de la capacité à « tenir » une négociation et donc aussi « ses » troupes. Une telle évolution, qui a affecté de nombreuses associations, en l'absence d'une politique volontariste de formation, a toute chance d'avoir favorisé la promotion des militants dont les dispositions étaient les plus ajustées, comme elle a pu réduire drastiquement les gratifications liées à la dimension la plus expressive de l'engagement politique, au risque de contribuer à ce que deux rapports difficilement conciliables à l'engagement coexistent, mais ne cohabitent plus toujours dans les mêmes organisations.

Bien sûr, la culture militante conflictuelle, fondée sur une idéologie de classe et sur une inscription de l'action revendicative dans un projet de transformation politique globale n'a pas disparu ; elle reste à la base de la structuration identitaire de nombreux militants et est à l'origine de tensions internes aux individus eux-mêmes et aux organisations, à tous les niveaux, comme le montre notamment Anne-Catherine Wagner à propos des syndicalistes siégeant au sein de la Confédération européenne des syndicats (Wagner, 2004). Les militants porteurs d'une culture contestataire ont su en outre inventer de nouvelles formes d'action et de nouvelles utopies comme en atteste le succès de la thématique altermondialiste et son caractère relativement fédérateur sur le plan local (Duriez, 2005), national (Agricoliensky et al., 2005) et international. En promouvant un discours essentiellement économique et en proposant un travail très intellectuel, sans l'associer à des actions ancrées dans la pratique quotidienne, un mouvement comme ATTAC peine cependant à enrôler des personnes faiblement ou moyennement diplômées et à se transformer en organisation de masse (Cruzel, 2005). Par contraste, les succès militants de la Confédération paysanne apparaissent directement liés à sa capacité à associer des revendications catégorielles (la défense de l'agriculture de terroir, de certains produits) et générales et à associer ses membres dans des actions où chacun trouve sa place (démontage du McDonald de Millau, arrachage de plans d'OGM, manifestations, barrages. . .) (Bruneau, 2005). Le recours, à coups de subventions, par l'État et les collectivités locales, au secteur associatif pour pallier les insuffisances de l'administration et répondre à de nouveaux enjeux publics a constitué une transformation majeure de l'action publique territoriale. Il a considérablement modifié les modes d'organisation et de gestion des associations et a conduit à une professionnalisation statutaire et fonctionnelle des bénévoles ou des militants qui apparente le fonctionnement des associations à celui des entreprises (Prouteau, 2003)²³. L'espace ainsi disponible à l'intérieur de ces associations mais aussi dans l'ensemble du champ que couvrent leurs interventions pour des militants ne disposant pas des compétences attendues, mais pourtant prêts à se dévouer pour la cause, se trouve de fait considérablement restreint.

Pas plus que les changements sociétaux et macropolitiques n'ont d'effets univoques et mécaniques sur l'ensemble des groupes sociaux, ils n'affectent les chances de s'engager et les formes de l'engagement qu'à travers la façon dont ils sont retraduits, parfois amortis, parfois amplifiés, par les organisations intervenant dans les champs associatif, politique et syndical en fonction de l'histoire propre à chaque nation, voire à chaque région et à chaque organisation.

²³ Ce phénomène s'observe également au niveau international où l'on a assisté à partir des années 1980 à une utilisation massive des ONG comme canaux d'intervention extérieure des États et des organisations internationales.

2.2. Micro–meso : le façonnage organisationnel du militantisme

Les organisations militantes, *en tant qu'organisations* et quel que soit leur degré d'institutionnalisation, travaillent les individus et sont travaillées par eux. Alors que la défection militante ne peut être renvoyée aux seuls éléments du cycle de vie, nombre d'approches individuelles du militantisme ne spécifient pas les modalités par lesquelles les organisations militantes retiennent (volontairement ou non) certains profils sociaux et à l'inverse en découragent d'autres. Rosabeth Kanter rappelait, dans une définition synthétique et relationnelle de l'engagement que celui-ci « émerge à l'intersection des attentes organisationnelles et des expériences personnelles » (Kanter, 1968, p. 499). Dès lors, comprendre l'engagement dans une organisation suppose non seulement de rendre compte des motifs et des motivations, mais aussi des stratégies de l'organisation pour entretenir et orienter ces motivations, comme le font par exemple Bénédicte Havard-Duclos et Sandrine Nicourd (Havard-Duclos et Nicourd, 2005). Cela renvoie à plusieurs pistes de recherche, qui s'entrecroisent avec la question de la « professionnalisation ».

L'attention au « repérage » des potentiels militants gagnerait ici à s'inspirer des acquis de la sociologie religieuse, à l'instar des travaux de Charles Suaud (1978) sur l'*inculcation* et le *repérage* de la vocation dans l'église catholique. S'il emprunte les voies informelles liées aux réseaux sociaux d'appartenance, ce repérage peut prendre des formes plus volontaristes, spécifiques à chaque organisation et à des valorisations inégales du nombre ou de la conformité idéologique et biographique (que l'on pense à ce qui distingue le PCF des années de la bolchevisation, marqué par le rétrécissement des effectifs, de celui des années d'immédiate avant-guerre, au recrutement plus ouvert). Plus récemment et dans un tout autre registre, les techniques marketing du *direct dialogue* (Lefèvre, 2007), c'est-à-dire la recherche active de nouveaux donateurs sur la voie publique, ont été adaptées par diverses ONG (Greenpeace, Handicap International. . .) afin de rechercher, non plus des donateurs (Siméant, 2003), mais des militants auxquels proposer une offre d'engagement²⁴. La baisse du coût de la cotisation des partis politiques est un autre symptôme de ces réflexions sur les « niches » d'activité (et d'identité) à offrir aux potentiels militants. Elle doit aussi être analysée à partir de la circulation des formes et modèles organisationnels, en s'intéressant aux importateurs de nouvelles façons de faire, que ce soit du côté des salariés et auxiliaires du champ politique (sondeurs et cabinets de conseil pour les mouvements associatifs), ou des moments de coalescence de mouvements tels que les forums sociaux. Les prophéties et diagnostics, souvent autoréalisateurs, sur les attentes des potentiels militants (par exemple en matière de délibération et de participation), les arguments de la nécessité et du sens de l'histoire (ainsi de la nécessaire professionnalisation), sont souvent formulés par ceux qui y ont intérêt et sont les plus ajustés à ces évolutions. Enfin, l'importation des techniques de ressources humaines pour encadrer les populations de bénévoles est un signe parmi d'autres de la professionnalisation de la gestion du militantisme dans le secteur associatif, et de l'avènement potentiel d'un militantisme par projet qui fait écho à la « cité par projets » dont Luc Boltanski et Eve Chiapello observent l'avènement dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme* (Boltanski et Chiapello, 1999). Par ailleurs, la médiatisation de certaines causes, jointe à des campagnes de collecte de fonds de plus en plus professionnalisées, peut créer des hiatus entre offre et demande d'engagement : les campagnes destinées aux donateurs ou à un grand public dont il s'agit de gagner la sympathie ont aussi des effets sur les candidats à l'engagement. L'exposition médiatique d'une cause peut à court terme canaliser des candidats à l'engagement vers une organisation, mais faute d'une prise en charge spécifique de ces nouveaux

²⁴ Sur l'offre et la demande d'engagement, Klandermans (2004).

venus, de tâches quelque peu gratifiantes à leur confier ou encore d'une correspondance entre la composition sociale ou les orientations idéologiques de l'organisation, et celles qui ont été perçues au travers de campagnes médiatiques plus ou moins contrôlées, le reflux peut s'avérer très rapide.

Il serait particulièrement intéressant de comparer les modes de recrutement, puis de maintien (Willemez, 2003) et de façonnement de l'engagement, entre des organisations militantes aux modalités d'institutionnalisation très différentes. Les organisations les plus institutionnalisées et objectivées ont les moyens de travailler les bonnes formes de l'engagement de ceux qui les investissent. Elles peuvent se contenter, à court terme au moins, d'un inégal ajustement de ces derniers à l'organisation. À l'inverse, dans les espaces militants les plus fluides, le recrutement aura davantage de chances de se faire par capillarité et affinité des habitus — au risque précisément de décourager des potentiels engagés si ces derniers ne correspondent pas au profil social (âge, diplômes. . .) de l'organisation²⁵. Mais au fil du temps, toute organisation accueillant des activités vocationnelles tend à fournir les bonnes formes, verbalisables, dicibles, et légitimes, de la « motivation »²⁶, et invite ses membres à se les approprier. Si l'alignement des croyances des membres, leur formation, concernent des formes différemment institutionnalisées et codifiées de l'engagement, la réflexion produite sur la gestion des biographies, la formation des cadres ou des clercs, et plus généralement les formes légitimes de l'engagement au PCF ou dans l'Église, gagnerait à inspirer d'autres travaux. Ces « bonnes formes » ne passent d'ailleurs pas seulement par l'apprentissage de la doctrine de l'organisation. Elles peuvent inclure aussi une reconnaissance, implicite ou explicite, du caractère légitime de certaines gratifications individuelles (le voyage, les rencontres, les bénéfices liés à l'occupation de positions de pouvoir par le *leader* d'une force politique. . .) dès lors que ces dernières n'entrent pas en contradiction avec le service de la cause.

On n'entend pas seulement par organisation une entité formalisée et inscrite dans le droit, mais toutes les formes d'action instituées et les contraintes qu'elles font peser sur ses membres, ainsi que la sélection que ces manières de faire opère sur les nouveaux entrants. Ainsi une attention renouvelée devrait être portée aux conceptions doctrinales relatives à l'organisation. Certaines formes organisationnelles semblent aujourd'hui très légitimes (dès lors qu'elles empruntent au registre délibératif), d'autres moins (on pense aux modèles les plus hiérarchisés de l'organisation). Mais ces dernières existent toujours et doivent de ce fait emprunter des modes de justification qui sont moins ceux de « l'unité » ou de « l'avant-garde » que ceux de l'efficacité, de l'indispensable « professionnalisme » ou, compte tenu de l'hostilité des ennemis, du nécessaire secret avant des opérations risquées (Greenpeace, DAL. . .). Les conséquences de certaines pratiques organisationnelles vécues comme des étendards idéologiques et identitaires devraient davantage être envisagées : qu'il s'agisse de la dimension chronophage des pratiques délibératives, qui peut avoir pour effet d'exclure les salariés et les responsables de famille, de la place accordée à la prise de parole et à sa régulation (tours de parole ou spontanéisme) et ce faisant de l'exclusion plus ou moins grande qu'elle génère pour ceux et celles qui peinent à s'exprimer en public. Jo Freeman (1972) rappelait à juste titre les effets inégalitaires de l'absence de structure hiérarchique dans les groupes féministes. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki ont montré quant à eux les effets paradoxaux et excluants de la généralisation des pratiques délibératives au sein du Parti socialiste

²⁵ L'ancienneté de l'appartenance peut générer des effets de clôture à l'égard de nouveaux engagés potentiels, rebutés par la solidité des liens au sein de l'association (Sawicki, 2003).

²⁶ La « motivation » entendue ici moins comme une réalité relevant du seul for intérieur et qui serait au principe de l'action, que comme les motifs potentiels de l'action tels que peut se les représenter celui qui s'engage.

(Lefebvre et Sawicki, 2006). Plus généralement, les transformations que subissent les organisations, à la fois du fait de mutations macrosociales et d'investissements variables dans le temps, de la part de militants, sont à la source de décalages générationnels et plus généralement sociaux, qui peuvent être sources de défection. La même attention devrait être portée aux descriptions internes des organisations militantes. Comment les membres des organisations se désignent-ils, eux et leurs homologues : parle-t-on de bénévoles (sur ces derniers, Prouteau, 1998 ; Simonet-Cusset, 2002) ? D'adhérents ? De militants ? D'activistes ? De volontaires ? Évoque-t-on les sympathisants ? Ces catégories révèlent-elles une effective division du travail interne ou encore une inégale valorisation des façons de militer ?

Sous cet aspect, la « professionnalisation », et le débat qu'elle suscite, qui traverse nombre d'organisations militantes (Kleidman, 1994), est un bon analyseur des transformations du militantisme et de ses conceptions légitimes. Elle renvoie d'une part à d'effectives transformations de l'action publique marquées par une sous-traitance croissante de pans entiers des politiques sociales, sanitaires ou environnementales (Smith et Lipsky, 1993) déléguées aux associations, à l'afflux corrélatif de financements vers ces dernières, et d'autre part à l'insertion accrue d'associations dans des dispositifs de concertation qui les incitent à investir diverses formes d'expertise. Les normes imposées par les bailleurs de fonds, dans les associations qui en dépendent au moins partiellement, aboutissent fréquemment à reléguer les bénévoles dans des tâches subalternes. . . quand il en reste à accomplir. Il n'est pas jusqu'au financement public de la vie politique qui ne produise des effets problématiques au sein des partis, en rendant plus rentable la monétarisation de certaines activités (devenues remboursables si elles sont effectuées par des entreprises, comme le collage d'affiche) qui échappent de façon croissante aux militants non qualifiés. On connaît enfin les cercles vicieux qui frappent un syndicalisme accusé de bureaucratisme, ce qui contribue à un recul de ses effectifs et à un plus grand nombre de tâches assurées par les permanents syndicaux, ce qui en retour rend fondé le reproche d'un accaparement des rôles de direction.

C'est ici qu'il faudrait raisonner en termes de champ organisationnel, afin de comprendre l'inégale capacité des organisations à attirer, retenir et fidéliser ceux qui les investissent — faute de quoi l'on ne ferait que tomber du modèle insatisfaisant de l'organisation « réceptacle » de dispositions individuelles ailleurs constituées, à celui tout aussi insatisfaisant de l'organisation *deux ex machina* de l'engagement. Cette capacité est, entre autres, liée au caractère sélectif, ou pas, des activités qui y sont menées. Ainsi, certaines associations restent attractives précisément parce qu'elles arrivent, plus que d'autres, à offrir des activités de faible technicité ou de faible exigence idéologique à qui voudrait s'y engager, comme l'illustrent les cas des Restos du cœur (Duchesne, 2003) ou des volontaires chez mère Teresa (Zunigo, 2003). Dans ce dernier cas, l'organisation n'est pas seulement attractive sur le plan religieux (y entrent aussi des athées) mais parce qu'elle répond à une demande d'engagement ne trouvant pas toujours d'offre organisationnelle. Elle permet en quelque sorte un accès laïc — et latéral dans la mesure où il ne dépend pas entièrement de la façon dont l'organisation les définit — à des biens de salut. Mais toutes les organisations ne peuvent proposer des activités à faible coût d'entrée, et celles qui le font pratiquent également une forte division du travail interne afin d'éviter que les activités les moins nobles et qualifiées ne portent atteinte à l'image ou à l'efficacité perçue de l'organisation.

À l'inverse, une organisation demandeuse de compétences plus rares et chronophages, et qui refuse la salarisation d'une partie de ses membres quand ses homologues y ont recours, se prive souvent d'une façon de stabiliser les engagements dans le temps. À terme, il est probable que les militants les plus liés à la cause seront tentés, à activisme et conviction égaux, d'en

vivre si la possibilité leur en est offerte dans une autre organisation²⁷. De même, apparaît (pour une association notamment), comme techniquement peu fiable est susceptible, par l'ombre portée sur la réputation de l'organisation, de faire chuter les gratifications ressenties par les militants à y appartenir. Ce faisant, s'il est faux de considérer la professionnalisation comme une antithèse de l'engagement et d'imaginer deux circuits entièrement distincts de recrutement selon que l'on envisage les salariés et les bénévoles, il est impossible de négliger les tensions liées à la division accrue du travail qu'elle induit²⁸ — au point que les organisations doivent aujourd'hui entreprendre tout un travail de réenchâtement face aux déceptions induites par la division du travail en leur sein. C'est ainsi à une large gamme d'interactions au sein des organisations qu'il importerait aujourd'hui de porter attention.

Il faut enfin garder à l'esprit la non-linéarité des processus de « professionnalisation » de l'engagement. C'est pourquoi cette question gagnerait à être pensée en référence aux travaux sur la légitimation de nouveaux personnels politiques (Offerlé, 1984) et la professionnalisation de l'activité partisane au tournant des XIX^e et XX^e siècle (Offerlé, 1999), qui montrent comment certains univers sociaux s'autonomisent peu à peu et tendent à délégitimer les formes les plus dilettantes et notabiliaires de leur exercice. Pour peu que l'on ne considère pas ces processus comme inéluctables, et que l'on arrive à les lier aux caractéristiques sociales des acteurs et des compétences qu'ils sont portés à universaliser. Logiques de professionnalisation et de sélection sociale, ici, se nourrissent mutuellement.

Les pistes de recherche proposées ici pourraient encourager à réexaminer l'histoire des organisations militantes traditionnelles à l'aune des interrogations contemporaines, mais aussi à mieux prendre en compte le travail des organisations et les logiques qui contribuent à la formation de l'offre d'engagement. Elles invitent non seulement au décloisonnement théorique, mais plus généralement à une plus grande attention aux transformations macrosociologiques telles que celles qui affectent l'école, le travail ou la culture.

La sociologie des mobilisations pouvait à juste titre ne pas se satisfaire d'une seule évocation des conditions de possibilité des engagements. Mais on n'est pas éloigné aujourd'hui d'approches qui, craignant d'être taxées de raisonner *ex post* ou de rater la singularité de leur objet, font preuve de myopie, ou au mieux brossent à la hâte une fresque macrosociale supposée être l'arrière-plan de leur objet d'étude. Or il est paradoxal de « retomber » en permanence, quand on étudie les mobilisations, sur des bassins de recrutement du militantisme (réseaux chrétiens, nébuleuse laïque, fragments du conglomerat communiste...), ou de grandes organisations militantes institutionnalisées, fussent-elles en crise (syndicats), dont on évoque la présence comme des évidences, des « boîtes noires », alors que la sociologie de ces boîtes noires suscite moins d'intérêt scientifique que celle de mobilisations parfois microscopiques mais dont la possibilité serait peu probable sans les premières. Sans doute ne faut-il plus se contenter de généralités sur les transformations susceptibles d'affecter le militantisme (« mondialisation », « tertiarisation », « aspirations participatives »...), mais les intégrer à l'analyse, pour se donner les moyens d'évaluer le poids de ces transformations en fonction de situations sociales spécifiques. Une meilleure prise en compte de logiques macro ou méso n'est pas contradictoire avec la sensibilité ethnographique qui caractérise une large part des travaux français sur le militantisme. D'une part car ces transformations sociales, dont la pertinence doit à chaque fois être évaluée en contexte, font aussi l'objet, pour certaines

²⁷ Sur un exemple de coexistence de deux façons d'investir un savoir ésotérique (ici le droit) pour défendre les salariés, Michel et Willemez (2002).

²⁸ Ces dilemmes se posent plus particulièrement dans l'espace associatif du fait de la proximité thématique entre associations rivales, alors que la défection liée à la salarisation est davantage stigmatisée dans l'espace partisan.

d'entre elles, d'une médiation idéologique de la part des organisations militantes. D'autre part car une réelle prise en compte du poids des logiques macrosociales (par exemple en matière de temps de travail) nécessite une attention renouvelée aux pratiques militantes. Manifester n'est pas argumenter dans une réunion de concertation avec des adversaires, escalader une plate-forme pétrolière en Mer du Nord n'équivaut pas à signer une pétition par Internet, etc. Cela diffère en termes de temps consacré à l'engagement, de degré d'expertise, de maîtrise de soi, en termes aussi de satisfaction et d'expression de ses préférences.

C'est d'ailleurs ce dernier aspect qui pourrait inviter à des investigations renouvelées. On pense ainsi à la question de l'exclusion sociale dans les univers militantes, du fait précisément de nouvelles formes simultanées de division du travail social, au niveau macro, et de division sociale du travail au sein des organisations, qui ne se limitent pas à la loi d'airain de l'oligarchie. On pourrait s'interroger sur la rétraction des espaces de la « politique exécutive » pour reprendre la formule utilisée par Michel Verret (1988, p. 225) pour qualifier le rapport privilégié des ouvriers à la politique qu'il oppose à la « politique représentative ». Pour comprendre l'exclusion de ceux qui militent d'abord pour « faire », il faudrait alors s'interroger sur le désajustement entre offre et demande d'engagement, tel qu'on peut le supposer au travers de la recrudescence de formes festives de mobilisation : comme si la réaction des candidats à l'engagement à la rationalisation croissante du travail militant débouchait sur la réappropriation festive de toutes les manifestations possibles.

Références

- Agrikoliansky, E., 2001. Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980. *Revue française de science politique* 51, 27–46.
- Agrikoliansky, E., 2002. La Ligue française des droits de l'homme et du citoyen depuis 1945 : sociologie d'un engagement civique. L'Harmattan (Logiques politiques), Paris.
- Agrikoliansky, E., Sommier, I. (Eds.), 2005. Radiographie du mouvement altermondialiste. Le second Forum social européen. La Dispute (Pratiques politiques), Paris.
- Agrikoliansky, E., Fillieule, O., Mayer, N. (Eds.), 2005. L'altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause. Flammarion, Paris.
- Andolfatto, D., Labbé, D., 2006a. Histoire des syndicats : 1906–2006. Seuil (xx^e siècle), Paris.
- Andolfatto, D., Labbé, D., 2006b. La transformation des syndicats français. Vers un nouveau « modèle social » ? *Revue française de science politique* 56, 281–297.
- Andrews, M., 1991. *Lifetimes of Commitment. Aging, Politics, Psychology*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Andrieux, A., Lignon, J., 1973. Le militant syndicaliste d'aujourd'hui. Ouvriers, cadres, techniciens, qu'est-ce qui les fait agir ? Préface de Pierre Naville. Denoël/Gonthier (Médiations), Paris.
- Apkarian-Lacout, A., Vergès, P., 1983. L'irrésistible ascension des couches moyennes face à l'hégémonie communiste : Martigues. *Sociologie du travail* 25, 206–225.
- Archambault, E., 1996. Le secteur sans but lucratif. Associations et fondations en France. Economica, Paris.
- Barthélémy, M., 2000. Associations : un nouvel âge de la participation ? Presses de Sciences Po, Paris.
- Beaud, S., Pialoux, M., 1999. Retour sur la condition ouvrière. Fayard, Paris.
- Becker, H.S., 1960. Notes on the Concept of Commitment. *American Journal of Sociology* 66, 32–40.
- Berlivet, L., Sawicki, F., 1994. La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes chrétiens de Bretagne dans l'après-guerre. *Politix* 27, 111–142.
- Bevort, A., Lallement, M., (Eds.) 2006. Le capital social. Performance, équité et réciprocité. Préface d'Alain Caillé, postface de Jean-Baptiste de Foucauld. La Découverte (Recherches), Paris.
- Bizeul, D., 2003. Avec ceux du FN : un sociologue au Front national. La Découverte (Textes à l'appui), Paris.
- Blin, T., 2005. Les sans papiers de Saint-Bernard. Mouvement social et action organisée. L'Harmattan (Logiques sociales), Paris.
- Boltanski, L., Chiapello, E., 1999. Le nouvel esprit du capitalisme. Gallimard NRF, Paris.

Pour citer cet article : Sawicki, F., Siméant, J., Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociol. trav. (Paris)* (2009), doi:10.1016/j.socetra.2008.12.006

- Boumaza, M., 2002. Le Front national et les jeunes de 1972 à nos jours : hétérodoxie d'un engagement partisan juvénile : pratiques, socialisations, carrières militantes et politiques à partir d'observations directes et d'entretiens semi-directifs, Thèse pour le doctorat de science politique, Strasbourg, Université Robert Schuman, dir. Renaud Dorandeu.
- Bourdet, Y., 1976. Qu'est-ce qui fait courir les militants ? Analyse sociologique des motivations et des comportements. Stock, Paris.
- Bozon, M., 1984. Vie quotidienne et rapports sociaux dans une petite ville de province. La mise en scène des différences. Presses universitaires de Lyon, Lyon.
- Broqua, C., Fillieule, C., 2001. Trajectoires d'engagement : aides et Act Up. Textuel, Paris.
- Bruneau, I., 2002. Un mode d'engagement singulier au Front national : la trajectoire scolaire effective d'un fils de mineur. *Politix* 57, 183–211.
- Bruneau, I., 2005. La Confédération paysanne et le « mouvement altermondialisation ». L'international comme enjeu syndical. *Politix* 68, 111–134.
- Callon, M., Lascoumes, P., Barthe, Y., 2001. Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique. Seuil (La couleur des idées), Paris.
- Capdevielle, J., Mouriaux, R., 1972. Le militantisme syndical en France. *Revue française de science politique* 22, 566–581.
- Cartier, M., Coutant, I., Masclat, O., Siblot, Y., 2008. La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire. La Découverte, (Textes à l'appui-enquêtes de terrain), Paris.
- Charle, C., 1994. Les Normaliens et le socialisme (1867–1914). In: Rébérioux, M., Candar, G. (Eds.), Jaurès et les intellectuels. Éditions de l'Atelier, Paris, pp. 133–168.
- Chessel, M.-E., Cochoy, F. (Eds.), 2004. Marché et politique : autour de la consommation engagée. *Sciences de la société* 62, 3–207.
- Clark, T.N., Hoffmann-Martinot, V. (Eds.), 2003. La nouvelle culture politique. L'Harmattan (Logiques politiques), Paris.
- Collovald, A., Lechien, M.-H., Rozier, S., Willemez, L. (Eds.), 2002. L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde. Presses universitaires de Rennes (Res Publica), Rennes.
- Contrepois, S., 2003. Syndicats, la nouvelle donne. Enquête sociologique au cœur d'un bassin industriel, préface de Jean-Pierre Terrail. Syllepse, Paris.
- Croizat, M., Labbé, D., 1992. La fin des syndicats ? L'Harmattan (Logiques sociales), Paris.
- Cruzet, E., 2005. « Passer à l'Attac ». Éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste. *Politix* 68, 135–163.
- Darmon, M., 2003. Devenir anorexique. Une approche sociologique. La Découverte (Textes à l'appui/Lab. Sciences Sociales), Paris.
- Dauvin, P., Siméant, J., 2002. Cahier. Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain. Presses de Sciences Po, Paris.
- Della Sudda, M., 2007. Une activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Sociohistoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902–1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909–1919). Thèse de doctorat en histoire, EHESS/Université La Sapienza.
- Diani, M., McAdam, D. (Eds.), 2003. Social Movements and Networks. Relational Approaches to Collective Action. Oxford University Press (Comparative Politics), Oxford.
- Dobry, M., 1986. Sociologie des crises politiques La dynamique des mobilisations multisectorielles. Presses de Sciences Po, Paris.
- Dressen, M., 1999. De l'amphi à l'établi... Les étudiants maoïstes à l'usine (1967–1989). Belin (Histoire et Société), Paris.
- Dreyfus, M., Penetier, C., Viet-Depaule, N. (Eds.), 1996. La part des militants. Biographie et mouvement ouvrier : autour du Maitron, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français. Éditions de l'Atelier (Patrimoine), Paris.
- Dubet, F., 1994. Sociologie de l'expérience. Seuil, Paris.
- Dubet, F., 2002. Le déclin de l'institution. Seuil (L'épreuve des faits), Paris.
- Dubuisson-Quellier, S., Barrier, J., 2007. Protester contre le marché : du geste individuel à l'action collective. Le cas du mouvement anti-publicitaire. *Revue française de science politique* 57, 209–237.
- Duchesne, S., 2003. Dons et recherche de soi, l'altruisme en question aux Restaurants du Cœur et à Amnesty International. *Les Cahiers du Cevipof*, 33.
- Duchesne, S., Hamidi, C., 2001. Associations, politiques et démocratie : les effets de l'engagement associatif sur le rapport au politique. In: Andrieu, C., Le Beguec, G., Tartakowsky, D. (Eds.), Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle. Publications de la Sorbonne, Paris, pp. 625–642.
- Duriez, B., Sawicki, F., 2003. Réseaux de sociabilité et adhésion syndicale : le cas de la CFDT. *Politix* 63, 17–57.

- Duriez, H., 2005. Modèles d'engagement et logiques de structuration des réseaux locaux de la gauche mouvementiste à Lille. *Politix* 68, 165–199.
- Ebaugh, H.R.F., 1988. *Becoming an Ex: The Process of Role Exit*. University of Chicago Press, Chicago.
- Eliasoph, N., 1998. *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*. Cambridge University Press, Cambridge.
- Éthuin, N., 2003a. À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres du PCF (1970-2003). Thèse pour le doctorat de science politique, université Lille 2, dir. Christian-Marie Wallon-Leducq.
- Éthuin, N., 2003b. De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970–1990). *Politix* 63, 145–168.
- Federini, F., 2006. *Écrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942–1944). La Découverte (Textes à l'appui/Lab. Sciences Sociales)*, Paris.
- Fillieule, O., 1997. *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*. Presses de Sciences Po, Paris.
- Fillieule, O., 2001a. Dynamics of Commitment in the Sector Known as "Solidarity": Methodological Reflections Based on the Case of France. In: Giugni, M., Passy, F. (Eds.), *Solidarity Movements*. Rowman & Littlefield Pub, New York et Oxford, pp. 51–66.
- Fillieule, O., 2001b. Post-scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Revue française de science politique* 51, 199–215.
- Fillieule, O. (Ed.), 2005. *Le désengagement militant*. Belin (Sociologiquement), Paris.
- Fillieule, O., Péchu, C., 1993. *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. L'Harmattan (Logiques sociales), Paris.
- Fillieule, O., Broqua, C., 2000. Raisons d'agir et proximité à la maladie dans l'économie de l'engagement à AIDES, 1984–1998. In: Micoud, A., Péroni, M. (Eds.), *Ce qui nous relie*. Éditions de l'Aube, Paris, pp. 283–315.
- Fillieule, O., Mayer, N. (Eds.), 2001. *Devenirs militants*. *Revue française de science politique* 51, 19–25.
- Fourcaut, A., 1986. *Bobigny, banlieue rouge*. Éditions ouvrières/Presses de la FNSP, Paris.
- Freeman, J., 1972. *The Tyranny of the Structurelessness*. *Berkeley Journal of Sociology* 17, 151–165.
- Frete! J., 2004a. *Quand les catholiques vont au parti. Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 155, 77–89.
- Frete! J., 2004b. *Militants catholiques en politique. La nouvelle UDF*. Thèse pour le doctorat de science politique, université Paris I, dir. J. Lagroye.
- Garcia, G., 2005. *Les causes des « Sans » à l'épreuve de médiatisation. La construction médiatique des mobilisations sociales émergentes : enjeux et perspectives*. Thèse pour le doctorat de science politique, université Paris IX, dir. Jacques Gertslé.
- Gaubert, C., Lechien, M.-H., Tissot, S. (Eds.), 2006. *Reconversions militantes*. PULIM, Limoges.
- Gaxie, D., 1977. *Économie des partis et rétributions du militantisme*. *Revue française de science politique* 27, 123–154.
- Gaxie, D., 2005. *Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective*. *Revue suisse de science politique* 11, 157–188.
- Geay, B., 1999. *Profession : Instituteurs. Mémoire politique et action syndicale*. Seuil (Liber), Paris.
- Giugni, M., Passy, F. (Eds.), 2001. *Political Altruism ? Solidarity Movement in International Perspective*. Rowman and Littlefield, Lanham.
- Gould, R.V., 1991. *Multiple Networks and Mobilization in the Paris Commune, 1871*. *American Sociological Review* 56, 716–729.
- Gousset, S., 2004. *Sociabilités bourgeoises et investissements philanthropique : une approche par les clubs Rotary*. Thèse pour le doctorat de science politique, université de La Rochelle, dir. Johanna Siméant.
- Gusfield, J.R., 1963. *Symbolic Crusade: Status Politics and the American Temperance Movement*. University of Illinois Press, Urbana.
- Hamidi, C., 2002. *Les effets politiques de l'engagement associatif. Le cas des associations issues de l'immigration*. Thèse pour le doctorat de science politique de l'IEP de Paris, dir. Nonna Mayer.
- Hamidi, C., 2003. *Lire le capital social. Autour de Robert Putnam*. *Revue française de science politique* 53, 607–613.
- Hamidi, C., 2006. *Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration*. *Revue française de science politique* 56, 5–25.
- Hastings, M., 1991. *Halluin la rouge : 1919–1939. Aspects d'un communisme identitaire : singularités écologiques et stratégies d'implantation*. Presses universitaires de Lille, Lille.
- Havard-Duclos, B., Nicourd, S., 2005. *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*. Payot, Paris.
- Héran, F., 1988a. *Un monde sélectif : les associations*. *Économie et statistiques* 208, 17–31.
- Héran, F., 1988b. *Au cœur du réseau associatif : les multi-adhérents*. *Économie et statistiques* 208, 33–44.
- Hervieu-Leger, D., 1999. *Le pèlerin et le converti. La religion en mouvement*. Flammarion (Champs), Paris.
- Hirschman, A.O., 1983. *Bonheur privé, action publique*. Première édition 1982. Fayard (L'espace du politique), Paris.

- Hirschman, A.O., 1995. *Défection et prise de parole*. Première édition 1970. Fayard, Paris.
- Inglehart, R., 1977. *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*. Princeton University Press, Princeton.
- Inglehart, R., 1993. *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*. Première édition 1990. Economica, Paris.
- Ion, J., 1997. *La fin des militants ?* Éditions de l'Atelier/Éditions ouvrières (Enjeux de société), Paris.
- Ion, J. (Eds.), 2001. *L'engagement au pluriel*. Publications de l'université de Saint-Étienne (Matière à penser – sociologie), Saint-Étienne.
- Ion, J., Peroni, M. (Eds.), 1997. *Engagement public et exposition de la personne*. Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues.
- Ion, J., Franguiadakis, S., Viot, P., 2005. *Militer aujourd'hui*. Autrement (Cevipof), Paris.
- Jasper, J.M., 1997. *The Art of Moral Protest, Culture, Biography and Creativity in Social Movements*. The University of Chicago Press, Chicago and London.
- Jordan, G., Maloney, W., 1997. *The Protest Business ? Mobilizing Campaign Groups*. Manchester University Press (Issues in Environmental Politics), Manchester and New York.
- Juhem, P., 1998. *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981. Thèse de science politique, université Paris X, dir. B. Lacroix.
- Juhem, P., 2001. *Entreprendre en politique, De l'extrême-gauche au PS : la professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme*. *Revue française de science politique* 51, 131–154.
- Kanter, R.M., 1968. *Commitment and Social Organization*. *American Sociological Review* 33, 499–517.
- Klandermans, B., 2004. *The Demand and Supply of Participation: Social Psychological Correlates of Participation in Social Movements*. In: Snow, D.A., Soule, S.A., Kriesi, H. (Eds.), *The Blackwell Companion to Social Movements*. Blackwell, Oxford, pp. 360–379.
- Kleidman, R., 1994. *Volunteer Activism and Professionalism in Social Movement Organizations*. *Social Problems* 41, 257–276.
- Kriegel, A., 1968. *Les communistes : essai d'ethnographie politique*. Seuil, Paris.
- Labbé, D., 1996. *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*. L'Harmattan (Logiques politiques), Paris.
- Labbé, D., Courtois, S. (Eds.), 2001. *Regards sur la crise du syndicalisme*. L'Harmattan (Logiques sociales), Paris.
- Lafont, V., 2001a. *Les jeunes militants du Front national : trois modèles d'engagement et de cheminement*. *Revue française de science politique* 51, 175–198.
- Lafont, V., 2001b. *Lien politique et lien social : la vie associative et l'engagement au Front national*. In: Andrieu, C., Le Beguec, G., Tartakowsky, D. (Eds.), *Associations et champ politique. La loi de 1901 à l'épreuve du siècle*. Publications de la Sorbonne, Paris, pp. 419–437.
- Lagrange, R.-M. (Ed.), 1987. *Celles de la terre. Agricultrice, l'invention politique d'un métier*. Éditions de l'EHESS (Recherches d'histoire et de sciences sociales), Paris.
- Lagroye, J., 2006. *La vérité dans l'église catholique. Contestations et restauration d'un régime d'autorité*. Belin (Sociologiquement), Paris.
- Lagroye, J., Simeant, J., 2003. *Gouvernement des humains et légitimation des institutions*. In: Favre, P., Hayward, J., Schemeil, Y. (Eds.), *Être gouverné. Études en l'honneur de Jean Leca*. Presses de Sciences Po, Paris, pp. 53–71.
- Lagroye, J., Lord, G., Mounier-Chazel, L., Palard, J., 1976. *Les militants politiques dans trois partis français*. Pedone, Paris.
- Lahire, B., 1998. *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*. Nathan (Essais et recherches), Paris.
- Lahire, B., 2002. *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*. Nathan (Essais et recherches), Paris.
- Lascoumes, P., 1994. *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*. La Découverte (Textes à l'appui. Série écologie et société), Paris.
- Le Quentrec, Y., Rieu, A., 2003. *Femmes : engagements publics et vie privée*. Syllepse, Paris.
- Lechien, M.-H., 2003. *Des militants de la « cause immigrée ». Pratiques de solidarité et sens privé de l'engagement*. *Genèses* 50, 91–110.
- Leclercq, C., 2005. *« Raisons de sortir ». Les militants du parti communiste français*. In: Fillieule, O. (Ed.), *Le désengagement militant*. Belin (Sociologiquement), Paris, pp. 131–153.
- Lefèvre, S., 2007. *Le sale boulot et les bonnes causes : institutionnalisation et légitimation du marketing direct au sein des ONG*. *Politix* 79, 149–172.
- Lefebvre, R., Sawicki, F., 2006. *La société des socialistes. Le PS aujourd'hui*. Éditions du Croquant (Savoir/Agir), Bellecombe-en-Bauges.
- Lichterman, P., 1996. *The Search for Political Community. American Activists Reinventing Commitment*. Cambridge University Press, New York.

- Lofland, J.F., Stark, R., 1965. Becoming a World-Saver: A Theory of Religious Conversion. *American Sociological Review* 30, 862–874.
- Loiseau, D., 1996. Femmes et militantisme. L'Harmattan (Logiques sociales), Paris.
- Maitre, J., 1994. L'autobiographie d'un paranoïaque, avant-propos dialogué avec Pierre Bourdieu. Anthropos, Paris.
- Maresca, S., 1983. Les dirigeants paysans. Minuit (Le sens commun), Paris.
- Marijnen, A., 2000. Mobilisations politiques et monde rural : le cas du Parti communiste italien dans la province de Sienne de 1944 aux années 1960. Thèse pour le doctorat en histoire, Institut universitaire européen de Florence, sous la direction de Heinz-Gerhard Haupt et Michel Offerlé.
- Masclat, O., 2003. La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué, préface d'Olivier Schwartz. La Dispute (Pratiques politiques), Paris.
- Mathieu, L., 2001. Mobilisations improbables. L'action collective des prostituées. Belin (Socio-histoires), Paris.
- Matonti, F., 2005. Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La nouvelle critique (1967–1980). La Découverte (L'espace de l'histoire), Paris.
- Matonti, F., Poupeau, F., 2004. Le capital militant (1). Actes de la Recherche en Sciences Sociales 155, 5–11.
- Maurer, S., 2001. Les chômeurs en action, décembre 1997–mars 1998 : mobilisation collective et ressources compensatoires. L'Harmattan (Logiques sociales), Paris.
- Maurer, S., Pierru, E., 2001. Le mouvement des chômeurs de l'hiver 1997–1998 : retour sur un « miracle social ». *Revue française de science politique* 51, 371–407.
- Mayer, N., 2003. Les conséquences politiques du capital social : le cas français. *Revue internationale de politique comparée* 10, 381–395.
- McAdam, D., 1986. Recruitment to High Risk Activism: The Case of Freedom Summer. *American Journal of Sociology* 92, 64–90.
- McAdam, D., 1988. Freedom Summer. Oxford University Press, Oxford.
- McAdam, D., 1989. The Biographical Consequences of Activism. *American Sociological Review* 54, 744–760.
- McAdam, D., 2005. Pour dépasser l'analyse structurale de l'engagement militant. In: Fillieule, O. (Ed.), *Le désengagement militant*. Belin (Sociologiquement), Paris, pp. 49–73.
- Memmi, D., 1985. L'engagement politique. In: Grawitz, M., Leca, J. (Eds.), *Traité de science politique*, Volume 3. PUF, Paris, pp. 310–366.
- Michel, H., Willemez, L., 2002. Investissements savants et investissements militants du droit du travail : syndicalistes et avocats travaillistes dans la défense des salariés. In: Hamman, P., Meon, J.-M., Verrier, B. (Eds.), *Discours savant, discours militant.. Mélange des genres*. L'Harmattan (Logiques politiques), Paris, pp. 153–175.
- Micheletti, M., 2003. Political Virtue and Shopping: Individuals, Consumerism and Collective Action. Macmillan, Palgrave.
- MIRE, 1997. Produire les solidarités. La part des associations. Rencontres et Recherches, Paris.
- Mischi, J., 2002. Structuration et désagrégation du communisme français. 1920–2002. Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire. Thèse pour le doctorat d'études politiques, EHESS, dir. Marc Lazar.
- Mothé, D., 1973. Le métier de militant. Seuil (Points), Paris.
- Mouchard, D., 2002. Les mobilisations des « sans » dans la France contemporaine. *Revue française de science politique* 52, 425–448.
- Mouriaux, R., 1983. Les syndicats dans la société française. Presses de la FNSP, Paris.
- Mouriaux, R., 1998. Crises du syndicalisme français. Montchrestien (Clefs), Paris.
- Neveu, C., 2004. Citoyenneté et espace public : habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord. Presses du Septentrion, Villeneuve d'Ascq.
- Oberschall, A., 1973. Social Conflict and Social Movements. Prentice-Hall, New York.
- Offe, C., 1997. Les démocraties modernes à l'épreuve, textes réunis et présentés par Yves Sintomer et Didier Le Saout. L'Harmattan (Logiques politiques), Paris.
- Offerlé, M., 1984. Illégitimité et légitimation du personnel ouvrier en France avant 1914. *Annales ESC* 4, 681–713.
- Offerlé, M. (Ed.), 1999. La profession politique, XIX^e–XX^e siècles. Belin (Socio-histoires), Paris.
- Ogien, A., 1999. Sociologie de la déviance. Première édition 1995. Armand Colin (Collection U), Paris.
- Ollitraut, S., 2001. Les écologistes français, des experts en action. *Revue française de science politique* 51, 105–130.
- Ollitraut, S., 2008. Militer pour la planète. Sociologie des écologistes. Presses Universitaires de Rennes, Rennes.
- Parizot, I., 2003. Soigner les exclus. Identités et rapports sociaux dans les centres de soins gratuits. PUF (Le lien social), Paris.
- Passy, F., 1998. L'action altruiste — Contraintes et opportunités de l'engagement dans les mouvements sociaux. Droz, Genève.
- Pechu, C., 2001. Les générations militantes à Droit au logement. *Revue française de science politique* 51, 73–103.

- Péchu, C., 2004. Du Comité des mal logés à Droit au logement, sociologie d'une mobilisation : les transformations contemporaines de l'action collective. Thèse pour le doctorat de science politique, IEP de Paris, dir. Pierre Favre.
- Peneff, J., 1979. Autobiographies de militants ouvriers. *Revue française de science politique* 29, 53–82.
- Pennetier, C., Pudal, B. (Eds.), 2002. Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste. Belin (Socio-histoires), Paris.
- Politix, 2004. Militants de l'altermondialisation, dossier coordonné par O. Fillieule, E. Agrikoliansky et N. Mayer, 68, 9–99.
- Prouteau, L., 1998. Les différentes façons d'être bénévole. *Économie et statistique* 311, 57–73.
- Prouteau, L. (Ed.), 2003. Les associations entre le bénévolat et la logique d'entreprise. Presses universitaires de Rennes (L'univers des normes), Rennes.
- Pudal, B., 1989. Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF. Presses de la FNSP, Paris.
- Pudal, B., 2005. Gérard Belloin, de l'engagement communiste à l'« auto-analyse ». In: Fillieule, O. (Ed.), *Le désengagement militant*. Belin (Sociologie), Paris, pp. 155–170.
- Purseigle, F., 2004. Les sillons de l'engagement. Jeunes agriculteurs et action collective. L'Harmattan (Débat jeunesse), Paris.
- Putnam, R.D., 2000. *Bowling Alone: the Collapse and Revival of American Community*. Simon & Schuster, New-York.
- Ravon, B., Raymond, R., 1997. Engagement bénévole et expérience de soi : l'exemple des Restos du cœur. In: Ion, J., Peroni, M. (Eds.), *Engagement public et exposition de la personne*. Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, pp. 99–109.
- Retière, J.-N., 1994a. Être sapeur-pompier volontaire : du dévouement à la compétence. *Genèses* 16, 94–113.
- Retière, J.-N., 1994b. Identités ouvrières. Histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne. 1909–1990. L'Harmattan (Le monde de la vie quotidienne), Paris.
- Reynaud, E., 1980. Le militantisme moral. In: Mendras, H. (Ed.), *La sagesse et le désordre : France 1980*. Gallimard (Bibliothèque des sciences humaines), Paris, pp. 271–286.
- Sainsaulieu, R., Laville, J.-L. (Eds.), 1997. Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social. Desclée de Brouwer (Sociologie économique), Paris.
- Sawicki, F., 1997. Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan. Belin (Socio-histoires), Paris.
- Sawicki, F., 1999. Classer les hommes politiques. In: Offerlé, M. (Ed.), *La profession politique, XIX^e–XX^e siècle*. Belin (Socio-histoires), Paris, pp. 135–170.
- Sawicki, F., 2000. Les politistes et le microscope. In: Bachir, M. (Ed.), *Les méthodes au concret*. PUF, CURAPP, Paris, pp. 187–208.
- Sawicki, F., 2003. Les temps de l'engagement. À propos de l'institutionnalisation d'une association de défense de l'environnement. In: Lagroye, J. (Ed.), *La politisation*. Belin (Socio-histoires), Paris, pp. 123–146.
- Sawicki, F., Lefebvre, R., Neveu, C., Villalba, B., 2001. Les revendications liées à l'environnement dans l'ancien bassin minier du Nord-Pas-de-Calais : la difficile émergence d'une cause. Rapport de recherche, Plan urbain construction, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, 250 p.
- Siméant, J., 1998. *La cause des sans-papiers*. Presses de Sciences Po, Paris.
- Siméant, J., 2003. Une mondialisation du sans-frontiérisme humanitaire ? In: Laroche, J. (Ed.), *Mondialisation et gouvernance mondiale*. PUF, IRIS, Paris, pp. 121–133.
- Simonet-Cusset, M., 2002. « Give back to the community ». Le monde du bénévolat américain et l'éthique de la responsabilité communautaire. *Revue française des affaires sociales* 4, 167–188.
- Smith, S.R., Lipsky, M., 1993. *Nonprofits for Hire: The Welfare State in the Age of Contracting*. Mass. Harvard University Press, Cambridge.
- Snow, D.A., Machalek, R.A., 1984. The Sociology of Conversion. *Annual Review of Sociology* 10, 167–190.
- Snow, D.A., Zurcher, L.A., Eklund-Olson, S., 1980. Social Networks and Social Movements: A Microstructural Approach to Differential Recruitment. *American Sociological Review* 45, 787–801.
- Sommier, I., Brugié, J., 2005. *Officier et communiste dans les guerres coloniales*. Flammarion, Paris.
- Strauss, A., 1993. *Continual Permutations of Action*. Aldine de Gruyter, New York.
- Suaud, C., 1978. La vocation : conversion et reconversion des prêtres ruraux. Minit (Le sens commun), Paris.
- Subileau, F., 1981. Le militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République : État des travaux de langue française. *Revue française de science politique* 31, 1038–1068.
- Tilly, C., 1978. *From Mobilisation to Revolution*. Addison-Wesley, Reading (Mass.).
- Tixier, P.-E., 1992. Mutation ou déclin du syndicalisme ? Le cas de la CFDT. PUF (Sociologies), Paris.
- Touraine, A., 1969. *La société post-industrielle. Naissance d'une société*. Denoël-Gonthier, Paris.
- Touraine, A. (Ed.), 1982. *Mouvements sociaux d'aujourd'hui. Les Éditions ouvrières*, Paris.
- Traïni, C. (Ed.), 2008. *S'émouvoir pour la cause. Sensibilisation et mobilisations collectives*. Presses de Science Po, Paris.

- Trom, D., 1999. De la réfutation de l'effet NIMBY considéré comme une pratique militante : notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative. *Revue française de science politique* 49, 31–50.
- Ubbiali, G., 1999. La reconversion des professionnels du syndicalisme. *Travail et emploi* 80, 141.
- Van Deth, J. (Ed.), 1997. *Private Groups and Public Life. Social Participation, Voluntary Associations and Political Involvement in Representative Democracy*. Routledge, Londres.
- Venner, F., 2002. Les mobilisations de l'entre-soi : définir et perpétuer une communauté : le cas de la droite radicale française, 1981–1999. Thèse pour le doctorat de science politique, IEP Paris, dir. Pascal Perrineau.
- Verret, M., 1988. *La culture ouvrière*. Avec la collaboration de J. Creusen. ACL Éditions, Saint-Sébastien-sur-Loire.
- Wagner, A.-C., 2004. Syndicalistes européens. Les conditions sociales et institutionnelles de l'internationalisation des militants syndicaux. *Actes de la recherche en sciences sociales* 155, 13–34.
- Willemez, L., 2003. Engagement professionnel et fidélités militantes. Les avocats travaillistes dans la défense judiciaire des salariés. *Politix* 62, 145–164.
- Willemez, L., 2004. *Perseverare diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social. *Lien social et politiques*. RIAC 51, 71–82.
- Zunigo, X., 2003. *Volontaires chez mère Teresa*. Belin (Sociologiquement), Paris.